



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE

DE LA PÉRIPHÉRIE AU CENTRE DU DÉBAT STRATÉGIQUE EUROPÉEN

Dr Philippe Perchoc

Chef de l'antenne IRSEM Europe



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Juin 2025

ÉTUDE – n° 125

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE DE LA PÉRIPHÉRIE AU CENTRE DU DÉBAT STRATÉGIQUE EUROPÉEN

Dr Philippe Perchoc

Chef de l'antenne IRSEM Europe

Pour citer cette étude

Philippe Perchoc, *Estonie, Lettonie, Lituanie : de la périphérie au centre du débat stratégique européen*, Étude 125, IRSEM, juin 2025.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-172610-9

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

124. *L'état de siège sur le territoire métropolitain français – Approches historique, juridique et socio-géographique*
Maxime LAUNAY et Florian OPILLARD
123. *La guerre des fréquences – Vers une marchandisation de la ressource spectre/orbite ?*
Béatrice HAINAUT
122. *Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie*
Anne-Marie BRADY
121. *Les wargames dans la formation de l'officier*
Yves AUFFRET (dir.)
120. *Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée*
Céline MARANGÉ et Carine PINA
119. *« À bas le néocolonialisme ! » – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre*
Maxime AUDINET
118. *Les houthistes et la mer Rouge*
Alexandre LAURET
117. *La marine turque – Un atout militaire pour l'OTAN ?*
Mayeul PAPPENS
116. *Les jeunes et la guerre - Représentations et dispositions à l'engagement*
Anne MUXEL
115. *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*
Carine PINA
114. *Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international*
Élie BARANETS

ÉQUIPE

Directeur
Martial FOUCAULT

Directeur adjoint
ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique
Julia GRIGNON

Secrétaire générale
Caroline VERSTAPPEN

Éditrice
Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2025 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Philippe Perchoc est docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris où il a soutenu sa thèse sur les politiques étrangères et de défense baltes après la chute de l'URSS. Ses travaux portent principalement sur la place des États baltes dans le système européen en termes stratégiques, institutionnels et symboliques.

Philippe Perchoc a été conseiller thématique du directeur général du Service de recherches du Parlement européen (EPRS) après avoir été coordinateur du dialogue du Parlement européen avec les organisations religieuses et philosophiques auprès de deux premières vice-présidentes du Parlement européen. Auparavant, il a été analyste thématique élargissements et voisinages à EPRS après avoir été chercheur à l'Université catholique de Louvain. Il enseigne les questions européennes dans plusieurs universités en France et en Belgique.

Contact : philippe.perchoc@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	11
ABSTRACT	12
INTRODUCTION	13
I. INDÉPENDANCE NATIONALE ET INSÉCURITÉ MÉMORIELLE.....	19
Le retour des usages de l'histoire dans la diplomatie russe	19
50 ans d'occupation et de traumatismes nationaux.....	21
Persister dans le choix de l'intégration euro-atlantique	23
II. ASSURER LA STABILITÉ DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE	25
Afghanistan et Irak	25
2004 : la couverture aérienne et l'engagement hors zone.....	26
III. 2008 : L'ATTAQUE RUSSE EN GÉORGIE COMME PRÉLUDE ET NON COMME EXCEPTION.....	29
2007 : première attaque cyber contre l'Estonie	29
2008 : les demandes de renforcement des assurances	30
Faire partie de tous les clubs et jouer la carte de la solidarité européenne	32
IV. LA SÉCURITÉ COMMENCE À LA MAISON.....	35
Cohésion sociétale et sécurité de l'information	35
2014 : réinvestissement militaire	37
2014 : le renforcement progressif de l'OTAN dans la région.....	38
V. 2022 : LE TOURNANT DE LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE.....	43
Les effets de l'agression russe en Ukraine sur les sociétés baltes	43
L'OTAN et les partenariats bilatéraux au cœur de la stratégie de sécurité	47
OTAN : le tournant de Madrid	51
VI. QUELLE NOUVELLE PLACE POUR L'UE ?	53
CONCLUSION	59
CHRONOLOGIE	61
BIBLIOGRAPHIE.....	63

RÉSUMÉ

La guerre en Ukraine et la nomination de Kaja Kallas et Andrius Kubilius à des postes clés de l'Union européenne marquent un tournant en ce qui concerne la place des États baltes dans le débat stratégique européen. Historiquement atlantistes et méfiantes vis-à-vis de Moscou, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont vu leur approche de la sécurité évoluer. Après leur adhésion à l'OTAN et à l'UE en 2004, les États baltes ont cherché à stabiliser leur intégration en renforçant leurs alliances militaires et économiques. La guerre de 2008 en Géorgie et les cyberattaques contre l'Estonie en 2007 ont intensifié leur perception de la menace russe. En 2014, l'annexion de la Crimée a conduit à un réinvestissement militaire et à l'arrivée de troupes de l'OTAN sur leur territoire. L'invasion de l'Ukraine en 2022 a accéléré la rupture avec la Russie, entraînant la suppression de monuments soviétiques et une transition vers un enseignement exclusivement en langues nationales. L'OTAN reste leur principal garant sécuritaire, mais l'UE joue un rôle croissant, notamment en matière de défense industrielle et énergétique. La Suède et la Finlande rejoignant l'OTAN en 2024 renforcent la sécurité régionale. L'évolution de la politique américaine sous Trump pousse les Baltes à réévaluer leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Désormais, ils participent activement aux décisions européennes, illustrant un repositionnement stratégique entre OTAN et UE.

ABSTRACT

The war in Ukraine and the appointment of Kaja Kallas and Andrius Kubilius to key positions in the European Union mark a turning point for the Baltic states in the European strategic debate. Historically Atlanticist and wary of Moscow, Estonia, Latvia, and Lithuania have seen their security approach evolve. After joining NATO and the EU in 2004, they sought to stabilize their integration by strengthening their military and economic alliances. The 2008 war in Georgia and cyberattacks against Estonia in 2007 reinforced their perception of the Russian threat. In 2014, the annexation of Crimea led to military reinvestment and the deployment of NATO troops on their territory. Russia's invasion of Ukraine in 2022 accelerated their break with Moscow, resulting in the removal of Soviet monuments and a transition to education exclusively in national languages. NATO remains their primary security guarantor, but the EU plays an increasing role, particularly in defense industry and energy security. The accession of Sweden and Finland to NATO in 2024 further strengthens regional security. The shift in U.S. policy under Trump is pushing the Baltics to reassess their dependence on the United States. Now, they actively participate in European decision-making, reflecting a strategic repositioning between NATO and the EU.

INTRODUCTION

En 2022 la guerre d'agression de la Russie en Ukraine marque un tournant dans l'histoire de l'intégration européenne. Deux ans plus tard, la nomination de Kaja Kallas, ancienne Première ministre estonienne au poste de haute représentante pour la politique étrangère/vice-présidente de la Commission européenne, et de l'ancien Premier ministre lituanien, Andrius Kubilius, comme commissaire européen à la Défense, souligne une évolution majeure de la visibilité des Baltes à l'échelle européenne autant que de leur approche des enjeux européens.

Cette conjonction est symptomatique d'une double transformation européenne : un changement majeur de physionomie stratégique du continent mais aussi une réaction des Européens à cette mutation, permettant à des États de la périphérie de trouver une place au centre du jeu européen.

De la chute du Mur en 1989 à 2022, l'Union s'est développée dans un contexte d'absence de guerre menaçant directement la sécurité européenne et cette période, qui n'a toujours pas de nom, se termine. Une autre s'ouvre, qui n'a ni nom ni borne, et dans laquelle les Baltes voient leur rôle renforcé comme enjeu de première ligne mais aussi comme acteurs du système européen. Situés comme la Finlande à la frontière de la Russie, ils défendent collectivement une Alliance atlantique et une Union européenne qui doivent les défendre à leur tour.

Il était difficile il y a vingt ans, lors de leur adhésion à l'UE et à l'OTAN, d'imaginer l'influence que les trois républiques baltes exerceraient à Bruxelles au moment où elles sont en première ligne face à l'agression russe.

En effet, les trois États baltes ont la particularité d'être plus grands qu'on ne les imagine à Paris. L'Estonie est plus grande que le Danemark, la Lettonie que la Croatie et la Lituanie un peu plus petite que l'Irlande. Leur taille combinée correspond à peu près à celle d'un Portugal deux fois plus grand mais deux fois moins peuplé. Entre un quart en Estonie et un tiers en Lettonie de la population parlent le russe à la maison et sont donc une

cible privilégiée de la propagande russe. Enfin, les trois États baltes, avec une altitude moyenne de 100 mètres, sont de plats pays et bénéficient de très peu de protections naturelles contre leur voisin russe.

Pour autant, ils ont démontré depuis 1991, leur volonté de s'intégrer dans le système euro-atlantique, d'apparaître comme des contributeurs de la sécurité collective et de modeler les réponses européennes au défi russe.

Pour mesurer le chemin parcouru par les Baltes, il suffit de penser aux difficultés d'une autre république ayant fait partie de l'URSS, la Moldavie. Partiellement peuplée de populations russophones mais ayant fait le choix de la neutralité à son indépendance, elle est aujourd'hui dans une situation précaire quand Moscou essaie d'influencer son destin de toutes les façons possibles. À l'inverse, les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens apparaissent comme des États plus solides dans leur pleine souveraineté, en étant membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

Depuis le rétablissement de leur indépendance, les États baltes sont atlantistes et alarmistes vis-à-vis de Moscou. Ils ont toujours été attentifs à ce que la coopération européenne dans le domaine de la sécurité et de la défense ne vienne pas dupliquer les garanties de l'Alliance atlantique, et donc risquer de les affaiblir, notamment en désengageant les États-Unis du continent européen.

Aujourd'hui, il faudrait questionner de nouveau le manque d'allant des Baltes pour que l'Union européenne joue un rôle plus important dans la défense de l'Europe, mais aussi reconnaître que le constat de longue date des Baltes de l'hostilité de Moscou est à présent largement partagé, notamment à travers la nomination de Kaja Kallas et d'Andrius Kubilius à des postes majeurs à Bruxelles.

Le rapport Niinisto sur la préparation des Européens¹ en 2024 souligne que l'on ne peut dissocier les dimensions purement

militaires et territoriales des autres dimensions de la sécurité (énergétique, cyber, sociétale, etc.). Cela, les Baltes l'ont compris depuis longtemps, en raison de leur proximité avec la Russie et des attaques, militaires (Géorgie, Ukraine en Crimée) ou hybrides, de cette dernière sur son voisinage depuis 2008. Ainsi, les Baltes savent que l'UE a un rôle à jouer, notamment dans les domaines du cyber, de la lutte contre la désinformation, dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie de défense.

Cette étude se propose de revenir sur l'évolution des positionnements estonien, letton et lituanien depuis 2004, dans leur rapport à leur sécurité et à la défense de l'Europe – mais aussi sur l'influence qu'ils exercent maintenant dans le débat européen, entre UE et OTAN, sur la défense du continent.

Pour cela, elle évoquera d'abord les racines mémorielles et historiques de leur farouche volonté d'indépendance nationale, puis leur priorité d'assurer la stabilité et la continuité de l'engagement atlantique après 2004 avant de revenir sur le tournant de 2007 et 2008 dans leur vision de l'attitude russe. Enfin, elle abordera leurs politiques nationales de réaction à ces événements puis à l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 avant de revenir sur l'année 2022 et ses suites comme nouvelle époque de la sécurité européenne.

1. European Commission, *Safer together: A path towards a fully prepared Union*. En ligne : https://commission.europa.eu/topics/defence/safer-together-path-towards-fully-prepared-union_en [consulté le 7 janvier 2025].

I. LES PAYS BALTES, ENTRE PÉRIPHÉRIE EUROPÉENNE ET HOSTILITÉ ENVERS LA RUSSIE

Une « île » aux confins de l'Europe politique

- Membre de l'UE
- Russie, ayant lancé une guerre contre l'Ukraine
- Belarus, allié de la Russie et soutien dans sa guerre
- Corridor de Suwalki, passage stratégique terrestre (65 km) entre la Lituanie et la Pologne. Zone d'intérêt majeur pour le Belarus et l'encave de Kaliningrad (Russie)

Dispositif russe et biélorusse dans la région

- Aérodrome militaire*
- Base abritant des missiles
- Base navale
- Ctr de commandement
- Autre infrastructure militaire majeure

Risques de déstabilisation russe

Cyberattaques lancées contre l'Estonie (2007)

Répartition ethnique de la population (en %, 2024)



II. QUAND LA MENACE RUSSE POUSSE LES PAYS BALTES À ÊTRE « MEMBRE DE TOUS LES CLUBS »

L'OTAN, un roc pour la sécurité balte

2004 Date d'adhésion à l'OTAN

Dispositif otanien dans la région

- Centre d'excellence
- Présence avancée (EFP), et nation-cadre
- Base aérienne, point d'appui de la Police du Ciel

Être au cœur des institutions de l'UE

2004 Date d'adhésion à l'Union européenne

Pays utilisant l'Euro

III. QUAND LE RETOUR DE LA GUERRE SUR LE SOL EUROPÉEN REPLACE LES PAYS BALTES AU CŒUR DU DÉBAT STRATÉGIQUE

Un appui important pour la défense du continent

Flanc Est de l'OTAN, renforcé depuis le début de la guerre russe en Ukraine (2022)

Pays ayant abandonné sa neutralité et ayant adhéré à l'OTAN à la suite de l'invasion de l'Ukraine

Installation d'une base allemande permanente en Lituanie, plus grand déploiement allemand à l'étranger depuis la Seconde guerre mondiale

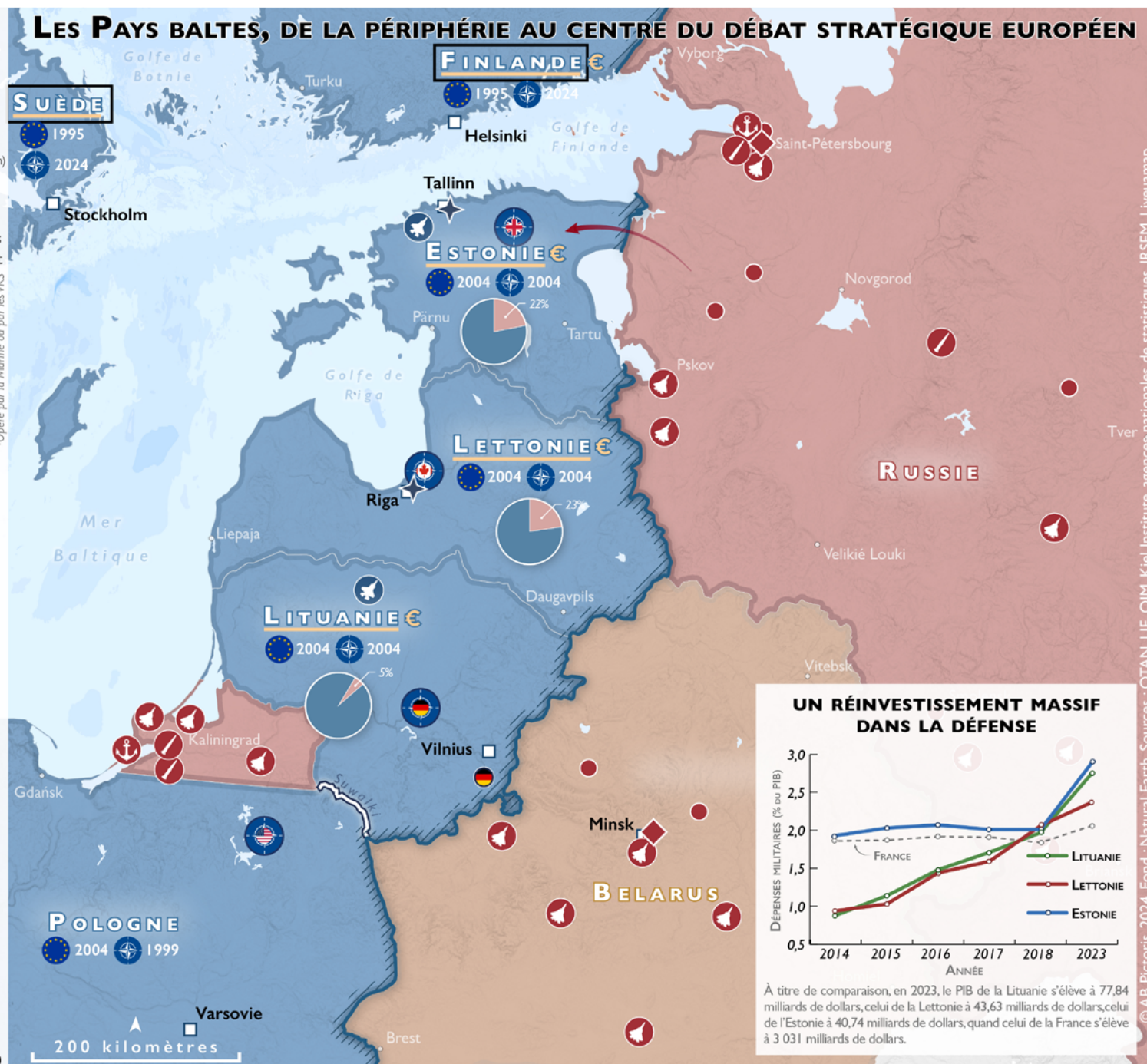
Le modèle balte de solidarité européenne

Pays dont l'aide à l'Ukraine dépasse 0,75% de son PIB (aide matérielle, militaire et humanitaire)

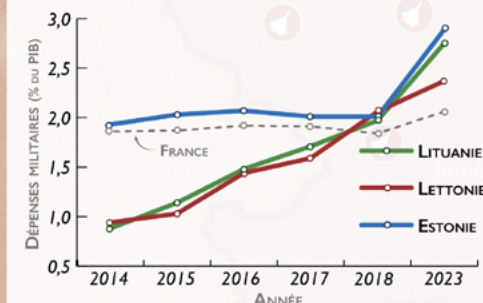
Accueil de réfugiés ukrainiens



LES PAYS BALTES, DE LA PÉRIPHÉRIE AU CENTRE DU DÉBAT STRATÉGIQUE EUROPÉEN



UN RÉINVESTISSEMENT MASSIF DANS LA DÉFENSE



À titre de comparaison, en 2023, le PIB de la Lituanie s'élève à 77,84 milliards de dollars, celui de la Lettonie à 43,63 milliards de dollars, celui de l'Estonie à 40,74 milliards de dollars, quand celui de la France s'élève à 3 031 milliards de dollars.

I. INDÉPENDANCE NATIONALE ET INSÉCURITÉ MÉMORIELLE

LE RETOUR DES USAGES DE L'HISTOIRE DANS LA DIPLOMATIE RUSSE

L'un des effets de la fin de « la fin de l'histoire » est le retour de ses manipulations. L'un des exemples les plus frappants de cette dernière décennie reste probablement l'ajout par le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, d'un chapeau d'historien en chef à son képi de chef de guerre.

À plusieurs reprises, il s'est adonné à de longs discours historiques, voire même à des cours d'histoire dispensés à ses homologues, ainsi qu'à des publications qu'on retrouve sur le site de la présidence, mais aussi dans des revues internationales¹. Si l'histoire de l'entre-deux-guerres est restée son sujet de prédilection, il a aussi récemment effectué des incursions répétées dans l'histoire de l'Ukraine et de la Russie médiévale. Bien entendu, ce rôle de « président historien » a principalement pour but de justifier la politique contemporaine de la Russie.

De ce point de vue, le contraste est saisissant entre sa première tentative de se servir des arguments historiques en 2009, dans un article publié par la presse polonaise et en amont d'une rencontre qui voulait mettre en avant des éléments d'apaisement entre les deux pays², et la série d'articles publiés après 2019,

1. Vladimir Putin, « Vladimir Putin: The Real Lessons of the 75th Anniversary of World War II », *The National Interest*, 2020. En ligne : <https://nationalinterest.org/feature/vladimir-putin-real-lessons-75th-anniversary-world-war-ii-162982> [consulté le 16 juillet 2024].

2. Vladimir Putin, « Pages of History – Reason for Mutual Complaints or Ground for Reconciliation and Partnership? », *Gazeta Wyborcza*, 31 août 2009. En ligne : <http://archive.government.ru/eng/docs/4814/> [consulté le 16 juillet 2024]. Poutine reconnaît par exemple le caractère immoral du pacte Molotov-Ribbentrop, rappelle que le Parlement soviétique a lui-même fini par le reconnaître (en 1989). Il souligne la réconciliation franco-allemande, mais aussi germano-russe et appelle à un même niveau de coopération entre Pologne et Russie.

défendant une vision beaucoup plus nationaliste, révisionniste et justificatrice de l'action de l'URSS. De la même façon, fin 2019, à l'occasion d'un sommet informel de la Communauté des États indépendants, Vladimir Poutine a pris le prétexte de répondre à une résolution du Parlement européen³ pour élaborer un autre discours sur la Seconde Guerre mondiale⁴, discours qu'il a développé l'année suivante dans une revue américaine de premier plan, *The National Interest*⁵.

Dans cette série de documents et de prises de position, Vladimir Poutine a prétendu que l'Union soviétique avait tout tenté pour instaurer une coalition anti-Hitler, mais que les principaux États d'Europe avaient préféré lui tourner le dos pour négocier directement avec Berlin. Pour lui, le pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939 n'a été que le dernier exemple d'un État qui tente de se protéger d'Hitler après tous les autres. Certes, il a admis qu'il contenait des protocoles secrets, mais a allégué que les autres accords de non-agression des autres puissances européennes n'avaient jamais été rendus publics. Enfin, il a tenté de faire croire que l'URSS n'a pas occupé la Pologne, mais s'est plutôt installée dans des zones qui n'avaient plus de gouvernement pour sauver la population, et parmi eux les juifs, les Bélarussiens et les Ukrainiens.

Ces usages de l'histoire font partie d'une stratégie globale visant à réaffirmer le rôle de la Russie dans l'espace qui était celui de l'Union soviétique – dans le Caucase (vis-à-vis particulièrement de la Géorgie), en Asie centrale ainsi que dans les États

3. European Parliament, « Importance of European remembrance for the future of Europe », 2019. En ligne : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0021_EN.html [consulté le 16 juillet 2024].

4. Vladimir Putin, « Speech of the President of the Russian Federation Vladimir Putin at the informal CIS summit St. Petersburg », 2019. En ligne : https://singapore.mid.ru/en/press_center/news/speech_of_the_president_of_the_russian_federation_vladimir_putin_at_the_informal_cis_summit_st_peter/ [consulté le 16 juillet 2024]. Vladimir Poutine revient longuement sur les suites de la Première Guerre mondiale, les accords de Munich et les relations germano-polonaises avant septembre 1939.

5. Vladimir Putin, « Vladimir Putin », *op. cit.*, p. 75.

baltes. Cette arsenalisation de l'histoire fait partie de la batterie des outils au service d'une stratégie hybride agressive.

50 ANS D'OCCUPATION ET DE TRAUMATISMES NATIONAUX

Pourquoi ces déclarations historiques du président russe revêtent-elles une importance cruciale aujourd'hui pour la sécurité européenne et de la région baltique en particulier ? Tout simplement parce que ces remises en cause servent de prétextes à des ingérences de la Russie chez ses voisins, allant jusqu'à des interventions militaires dans le cas de l'Ukraine⁶. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le statut d'occupation de la présence soviétique dans les États baltes et le retour légitime à leur pleine souveraineté ont de même été récemment remis en cause non pas seulement par la Russie mais aussi par la voix de l'ambassadeur de Chine à Paris⁷.

Or, dans le cas des États baltes, le rétablissement de leur indépendance en 1990 et 1991⁸ et l'affirmation de leur continuité étatique et constitutionnelle ont été fondés sur la réalité de leur occupation par l'Union soviétique en 1940 en vertu de ce même pacte Molotov-Ribbentrop⁹ que Vladimir Poutine a aujourd'hui

6. Vladimir Putin, « On the Historical Unity of Russians and Ukrainians », 2021. En ligne : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/66181> [consulté le 16 juillet 2024]. Moins d'un an avant l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine a publié ce texte qui nie l'autonomie d'un peuple et d'une histoire ukrainienne.

7. Jorge Liboreiro, « Colère des pays baltes après les propos d'un diplomate chinois », 2023. En ligne : <https://fr.euronews.com/my-europe/2023/04/24/colere-des-pays-baltes-apres-les-propos-de-lambassadeur-de-chine-en-france> [consulté le 6 février 2025].

8. Una Bergmane, *Politics of Uncertainty: The United States, the Baltic Question, and the Collapse of the Soviet Union*, New York, NY, Oxford University Press, 2023. Les Lituaniens et les Lettons proclament le rétablissement de leur indépendance au printemps 1990.

9. Lauri Mälksoo, « The Baltic States Between 1940 and 1991: Illegality and/or Prescription », dans *Illegal Annexation and State Continuity* [s.l.], Brill, 2022 [2003], chap. 3, p. 70-139. En ligne : <https://brill.com/display/book/9789004464896/BP000014.xml> [consulté le 29 janvier 2024]. *Ibid.*

tendance à totalement relativiser¹⁰. Cette occupation soviétique a été suivie par une occupation nazie, puis par une seconde occupation soviétique jusqu'en 1991, c'est-à-dire pendant près de 50 ans au total¹¹.

Durant cette période, les États baltes ont été sujets à des politiques de déportations systématiques, d'ingénieries sociales impliquant l'arrivée d'importants contingents de populations russophones venant d'autres républiques de l'URSS et de répression brutale de toute tentative de contestation.

Les États occidentaux n'ont jamais accepté de reconnaître l'occupation des États baltes par l'Union soviétique même s'ils n'ont pas agi militairement pour la contester. Ils ont continué à reconnaître les diplomates baltes en exil, la France a conservé l'or des Baltes sans le remettre à l'Union soviétique et les diplomates occidentaux en URSS avaient des consignes spécifiques en ce qui concernait des voyages dans les républiques baltes¹².

La double occupation a eu des conséquences durables : la Lettonie par exemple a ré-adopté puis modifié sa constitution datant de sa première indépendance et a limité initialement l'accès à la citoyenneté à ceux qui étaient citoyens avant l'indépendance et à leurs descendants. Cette réinstauration de la citoyenneté, couplée à la disparition de l'URSS fin 1991, a engendré la création

10. Lauri Mälksoo, *Illegal Annexation and State Continuity: The Case of the Incorporation of the Baltic States by the USSR* [s.l.], Leyde/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2003. Les États baltes ont été occupés illicitement par l'Union soviétique en 1940. Ils n'ont jamais reconnu cette occupation, comme la plupart des États occidentaux. Ainsi, en 1990 et 1991, leurs assemblées ont proclamé le « retour à l'indépendance » et non l'indépendance.

11. Stefano Braghiroli, « The Baltics have grown up. Do not call them new member states », *New Eastern Europe*, 22 juin 2024. C'est la raison pour laquelle on entend parfois des discours expliquant que la Seconde Guerre mondiale aurait duré dans les États baltes jusqu'en 1991.

12. Paul Goble, « The politics of a principle: US non-recognition policy before, during and after the recovery of Baltic independence », dans John Hiden, Vahur Made et David J. Smith (dir.), *The Baltic Question during the Cold War*, Londres & New York, Routledge, 2008, p. 45-56.

de plusieurs dizaines de milliers de « non-citoyens »¹³ en Estonie et en Lettonie¹⁴.

On comprend donc que le retour à l'Ouest des États baltes a été largement favorisé par cette politique de non-reconnaissance de l'occupation de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie par l'URSS. Par ailleurs, le fait de pouvoir se réclamer d'États ayant connu l'indépendance antérieurement et donc d'acteurs légitimes du jeu international, a aussi facilité une forme de stabilité qui a permis leur rapide intégration dans les structures de l'UE et de l'OTAN¹⁵.

PERSISTER DANS LE CHOIX DE L'INTÉGRATION EURO-ATLANTIQUE

À l'issue des mouvements de lutte pour le retour de leur indépendance, les États baltes ont poursuivi une politique affirmée de rapprochement et d'intégration des structures euro-atlantiques¹⁶.

Cette dernière s'est matérialisée dans la peur de finir dans une « zone grise », notamment après le premier élargissement de l'OTAN décidé en 1997 et qui pouvait laisser penser que les Baltes allaient rester dans une zone d'entre-deux. En effet, cet état intermédiaire pourrait laisser penser, et c'était leur peur, que l'Ouest estimait légitime de les laisser sous l'influence de Moscou.

Cette orientation continue de la politique étrangère et de défense a été le résultat du traumatisme sociétal de l'occupation soviétique et s'incarne en premier lieu dans l'idée de la défense territoriale mais elle ne s'y limite pas. Leur positionnement

13. Lowell W. Barrington, « Understanding Citizenship Policy in the Baltic States », dans *From Migrants to Citizens: Membership in a Changing World*, Carnegie Endowment for International Peace, 2000.

14. Le cas de la Lituanie est différent : les immigrés soviétiques y étaient beaucoup moins nombreux et le pays a choisi d'offrir la citoyenneté à tous ses habitants de 1991.

15. Philippe Perchoc, *Les États baltes et le système européen (1985-2004)*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

16. Matthieu Chillaud, *Les Pays baltes en quête de sécurité*, Paris, Economica, 2009.

géographique, la proximité de la Russie à l'est ainsi qu'au sud-ouest à travers l'enclave de Kaliningrad¹⁷, le nombre de citoyens russophones de ces trois républiques¹⁸, la dépendance énergétique¹⁹ ou l'influence de la sphère médiatique russe sont autant d'éléments qui plaident pour une conception large de la sécurité et de la défense de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie. Plus largement, l'intégration euro-atlantique a aussi été un long chemin d'arrachement de la sphère économique russe²⁰ – dont les liens ont longtemps persisté, donnant lieu notamment à des entreprises systématiques de corruption des élites²¹.

Or il y a eu une tentation permanente de la Russie de remettre en cause les fondements historiques et juridiques de l'indépendance balte, à laquelle a répondu une volonté balte de les renforcer auprès des autres Européens et des Américains. Pour cela, il apparaissait que l'OTAN héritée de la guerre froide, centrée sur la menace russe et sur la défense territoriale était la meilleure garantie de sécurité pour les Baltes. Or, dans le même temps, cette organisation se cherchait une nouvelle vocation après la guerre froide, et c'est une OTAN différente de celle de 1989 que les Baltes ont fini par rejoindre en 2004.

17. La Lituanie est le seul pays de l'Union européenne à avoir la Russie à l'ouest.

18. Les russophones sont un peu moins de 30 % en Estonie et un peu plus en Lettonie. Leur nombre est très faible en Lituanie.

19. Les efforts d'indépendance énergétique ont été nombreux depuis le début des années 2000 : construction d'un terminal GNL à Klaipėda en Lituanie, découplage du réseau électrique russe en janvier 2025.

20. Les troupes russes n'ont quitté la Lituanie qu'en 1993 et les deux autres pays baltes en 1994.

21. Una Bergmane, « Fading Russian Influence in the Baltic States », *Orbis*, 64 (3), 2020, p. 479-488.

II. ASSURER LA STABILITÉ DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Dans leur volonté de rejoindre l'OTAN, les Baltes se sont tout d'abord tournés vers les États-Unis. La première raison en est qu'ils ont estimé que ces derniers avaient été le pilier de la non-reconnaissance de leur occupation et qu'ils avaient de fortes communautés issues de l'exil dans ce pays¹. Il faut dire qu'au même moment, les Européens de l'alliance n'étaient eux-mêmes pas enthousiastes à l'idée de l'élargir une seconde fois plus à l'est, et encore moins vers d'anciennes républiques soviétiques.

Dans cette optique, les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens ont tenté de démontrer non seulement leur niveau de préparation à une adhésion, mais aussi leur fiabilité comme futurs alliés. C'est pour cette raison qu'ils ont fait des efforts importants pour soutenir les États-Unis au tournant des années 2000.

AFGHANISTAN ET IRAK

Dès les attentats de 2001 à New York et Washington, Tallinn, Riga et Vilnius ont montré leur appui aux États-Unis. Ils ont envoyé des troupes en Afghanistan, sans restriction dans les modalités de l'emploi de leurs forces pour les Estoniens².

1. Philippe Perchoc, *Les États baltes et le système européen*, op. cit. ; Howard Baker, Alton Frye, Sam Nunn et al., « Will Expansion Undercut the Military? », *Los Angeles Times*, 26 mars 1998. En ligne : <http://articles.latimes.com/1998/mar/26/local/me-32897> [consulté le 22 avril 2012] ; Ronald Asmus, *Opening NATO's door: how the alliance remade itself for a new era*, New York, Columbia University Press, 2002. La décision américaine a été prise à l'issue d'un long et difficile débat aux États-Unis. Une partie des élites américaines, y compris militaires, faisant remarquer que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie seraient difficiles à défendre.

2. Eoin Micheál McNamara, « Afghanistan Was a Turbulent NATO Proving Ground for the Baltic States », Foreign Policy Research Institute, 2021. En ligne : <https://www.fpri.org/article/2021/12/afghanistan-was-a-turbulent-nato-proving-ground-for-the-baltic-states/> [consulté le 16 juillet 2024].

Dans un second temps, les Baltes ont aussi apporté leur contribution³ à la guerre des États-Unis contre l'Irak. Dès janvier 2003, ils figurent parmi les signataires de la lettre de huit pays d'Europe centrale en soutien à la politique américaine en Irak, avant de créer en février le « groupe de Vilnius » toujours dans le même objectif⁴.

Dans le cadre de leur appui à Washington, ils ont voulu montrer qu'ils étaient capables de jouer la carte de la spécialisation⁵ au sein d'une OTAN multimitations et, souvent, ils en ont payé un prix élevé (9 morts pour l'Estonie, 4 pour la Lettonie, 1 pour la Lituanie⁶) si on le rapporte à leur population et à la taille de leur armée.

2004 : LA COUVERTURE AÉRIENNE ET L'ENGAGEMENT HORS ZONE

Il faut dire que l'américanisme des États baltes est lié à la fois à leur traumatisme historique et à leur position de pays exposés.

3. Valentinas Mite, « Baltics: Latvia, Lithuania, Estonia Cite Historical, Security Reasons For Backing U.S. », Radio Free Europe/Radio Liberty, 20 mars 2003. En ligne : <https://www.rferl.org/a/1102595.html> [consulté le 16 juillet 2024].

4. Pierre Verluise, « 2003, l'Europe éclatée ? La lettre des huit, la lettre du groupe de Vilnius, Jacques Chirac », 2003. En ligne : <https://www.diploweb.com/ue/crise2003.htm> [consulté le 18 mars 2025]. Cette succession de soutiens avait poussé le président de la République Jacques Chirac à des commentaires peu amènes à propos des pays signataires « qui auraient mieux fait de se taire ». Cette remarque est restée dans les mémoires pendant près de 20 ans, avant que le président Macron ne déclare dans son discours de Bratislava en 2023 que « nous aurions mieux fait d'écouter » – ouvrant une nouvelle page des relations avec l'Europe centrale et baltique.

5. Eoin Micheál McNamara, « Afghanistan Was a Turbulent NATO Proving Ground for the Baltic States », *op. cit.* L'Estonie a accepté de combattre dans des zones réputées dangereuses et a connu l'un des plus forts taux de morts au combat dans les opérations de l'OTAN en Afghanistan. La Lettonie a pris en charge des opérations logistiques dans le nord du pays. La Lituanie a accepté d'endosser le rôle de nation leader d'une équipe de reconstruction provinciale, un rôle-clé mais qui s'est vite avéré probablement trop demandeur en ressources pour l'armée lituanienne. Dans tous les cas, les États-Unis ont reconnu que les Baltes avaient été des alliés plus performants que leur taille ne pouvait le laisser présager.

6. *Ibid.*

Au moment de leur entrée dans l'OTAN, leurs armées sont limitées en taille, en expérience et en équipements face à une Russie qui a perdu de sa supériorité mondiale mais qui reste l'hégémon de la région.

Pour cette raison, ils ont souvent été vus à Bruxelles comme des *single-issue countries*, ou pays mono-problème, et ont joué la carte de la coopération avec les États-Unis et l'OTAN. Dans cette perspective, ils ont réformé leur modèle militaire et misé sur des unités plus légères, y compris adaptées au combat en terrain chaud. C'est ainsi que les uniformes lettons ont été modifiés en 2005 pour adopter des tons « désert », bien loin des nécessités opérationnelles de l'Europe du Nord⁷ – montrant la place des opérations « hors zone » dans le schéma militaire du pays.

Cette stratégie du « donnant-donnant » est bien illustrée par la question de la police du ciel. Les États baltes n'ont pas de capacités de chasse aérienne et de protection de leur espace aérien. Or la proximité de la Russie, de l'enclave de Kaliningrad et du Belarus fait qu'ils sont sans cesse sous la pression d'avions qui violent volontairement leur espace aérien. Il est donc décidé que l'OTAN assurera par rotation leur police du ciel dès 2004.

Néanmoins, il faut nuancer l'idée d'une implication de l'OTAN qui soit uniquement transactionnelle : l'Alliance protège son espace aérien et donc doit le faire même si les Alliés ne peuvent pas contribuer. Elle l'aurait probablement fait même sans stratégie « hors zone » des Baltes, comme elle le fait pour des pays qui n'affichent pas leur solidarité avec autant de constance. Pour autant, il est plus facile de demander la solidarité quand on est solidaire soi-même et cette mission de police du ciel s'est confirmée comme permanente en 2012 après des années de lobbying balte⁸.

7. Māris Andžāns et Viljar Veebel, « Deterrence Dilemma in Latvia and Estonia: Finding the Balance between External Military Solidarity and Territorial Defence », *Journal on Baltic Security*, 3 (2), 21 décembre 2017, p. 29-41.

8. Justina Budginaite-Froehly, « The Baltic (R)evolution in Military Affairs », Blog FPRI Baltic Initiative, 2024. En ligne : <https://fpribalticinitiative.substack.com/p/the-baltic-revolution-in-military> [consulté le 16 juillet 2024].

En échange de cette protection, l'engagement des Baltes hors zone a ainsi été une manière pour eux de démontrer à leurs alliés leur utilité et de les engager à leur défense, quand bien même ils ne stationnaient pas de troupes permanentes à l'est de la Baltique.

Ce soutien ne s'est pas limité d'ailleurs aux opérations des États-Unis ou de l'OTAN. Les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens ont aussi régulièrement contribué à des missions de l'ONU ou de l'Union européenne. La Lettonie, par exemple, a participé à toutes les missions de l'OTAN/ONU dans les Balkans depuis 1996 : en Bosnie, au Kosovo et en Albanie – intégrée à des troupes danoises ou suédoises. Elle a aussi fourni des policiers pour des opérations de l'Union européenne en Bosnie ou en Macédoine⁹.

Pour la Lettonie et la Lituanie, la conséquence de cet engagement hors zone a été de réformer la conscription pour aller vers une armée de métier plus capable d'opérations extérieures. La conscription a finalement été abolie en 2007¹⁰ pour la Lettonie et en 2008 pour la Lituanie¹¹. L'Estonie n'a jamais abandonné la conscription obligatoire¹².

9. Latvian Ministry of Foreign Affairs, « Latvia's contribution to the international peace missions », 2014. En ligne : <https://www2.mfa.gov.lv/en/security-policy/latvia-s-contribution/latvia-s-contribution-to-the-international-peace-missions> [consulté le 16 juillet 2024].

10. Māris Andžāns et Viljar Veebel, « Deterrence Dilemma in Latvia and Estonia », *op. cit.*

11. BBC News, « Lithuania to reintroduce conscription over security concerns », 24 février 2015. En ligne : <https://www.bbc.com/news/world-europe-31607930> [consulté le 22 juillet 2024].

12. Māris Andžāns et Viljar Veebel, « Deterrence Dilemma in Latvia and Estonia », *op. cit.*

III. 2008 : L'ATTAQUE RUSSE EN GÉORGIE COMME PRÉLUDE ET NON COMME EXCEPTION

Ainsi, les Baltes ont joué la carte du multilatéralisme occidental au début des années 2000 pour montrer leur solidarité au sein d'une Alliance qu'ils allaient rejoindre, soutien qui ne s'est pas démenti après leur adhésion.

Paradoxalement, après 2004, en l'absence de troupes au sol, de moyens maritimes d'ampleur et de plans de réaction rapide, l'arrangement des Baltes au sein de l'OTAN après leur adhésion ressemble à ce qu'était l'OTAN dans ses premières années : avant tout une garantie de sécurité nucléaire offerte par Washington. Après la Seconde Guerre mondiale et dans le cadre d'un monopole nucléaire, cela pouvait sembler suffire. Toutefois la Russie est elle-même une puissance nucléaire et conventionnelle de premier plan, ce qui lui permet de menacer et même d'intervenir chez ses voisins baltes dans des conditions qui testeraient, voire déjoueraient la crédibilité de cette garantie.

2007 : PREMIÈRE ATTAQUE CYBER CONTRE L'ESTONIE

De fait, pour les Baltes, la sécurité ne peut se résumer à une couverture nucléaire. Elle est perçue comme multidimensionnelle, comme cela a été démontré dans les faits dès 2007.

L'Estonie est depuis longtemps le pays pionnier du cyber en Europe. Dès le milieu des années 2000, il a été possible de voter en ligne, et son administration est largement dématérialisée. En 2007, le gouvernement estonien décide de déplacer la statue du « libérateur soviétique » depuis le centre-ville de Tallinn vers un cimetière militaire, causant des émeutes d'habitants russo-phones de l'Estonie dans la capitale. Le déplacement est très mal vu à Moscou qui menace le pays de représailles¹. Dans les jours

1. Reuters, « Deadly Riots in Tallinn: Soviet Memorial Causes Rift between Estonia and Russia », *Spiegel Online*, 27 avril 2007. En ligne : <http://www.spiegel.de/international/europe/>

qui suivent, le pays est victime de cyberattaques massives², les premières du genre.

Cet épisode est symptomatique des dilemmes de la sécurité balte : un enjeu mémoriel fracture la société³ et est instrumentalisé de l'extérieur par l'ancienne puissance coloniale. Le tout reste sous le seuil de l'agression cinétique et pose la question de la protection offerte par l'Alliance atlantique.

Par la suite, les Baltes ont demandé l'élargissement des dimensions de la sécurité, toujours au sein de l'OTAN⁴. L'Estonie a poussé à la création d'un centre d'excellence cyber de l'OTAN, qu'elle a obtenue. Il en a été de même pour la Lituanie sur la sécurité énergétique (elle était en butte à des chantages de Moscou sur ce sujet) et pour la Lettonie sur la communication stratégique⁵.

Dans tous les cas, il apparaissait alors que l'OTAN était bien le lieu de l'organisation de la sécurité balte, dans ses dimensions territoriales mais aussi plus largement dans les autres domaines de la sécurité.

2008 : LES DEMANDES DE RENFORCEMENT DES ASSURANCES

Dès 2008, les Estoniens, les Lettons et les Litvaniens, face à l'attaque cyber contre l'Estonie, mais surtout face à celle de Moscou contre la Géorgie, ont demandé que les assurances fournies par l'OTAN soient plus tangibles et plus opérationnelles.

[deadly-riots-in-tallinn-soviet-memorial-causes-rift-between-estonia-and-russia-a-479809.html](https://www.riipsikaitse.ee/eng/press/2008-05-31-deadly-riots-in-tallinn-soviet-memorial-causes-rift-between-estonia-and-russia-a-479809.html) [consulté le 31 mai 2015].

2. M. Lehti, M. Jutila et M. Jokisipila, « Never-Ending Second World War: Public Performances of National Dignity and the Drama of the Bronze Soldier », *Journal of Baltic Studies*, 39 (4), 2008, p. 393.

3. Marek Taam, « History as Cultural Memory: Mnemohistory and the Construction of the Estonian Nation », *Journal of Baltic Studies*, 39 (4), 2008, p. 499-516.

4. Philippe Perchoc, « Les États baltes, entre défense territoriale et élargissement des concepts de sécurité », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 44 (3), 2 décembre 2013, p. 61-88.

5. <https://www.act.nato.int/about/centres-of-excellence/> [consulté le 14 avril 2025].

En effet, il est aujourd'hui admis que les Baltes n'ont pas bénéficié dès leur adhésion du même niveau d'engagement que les anciens membres de l'Alliance atlantique pendant la guerre froide, et même ensuite. Ce constat est notamment repris par Wess Mitchell, ancien sous-secrétaire d'État américain pour les affaires européennes et eurasiatiques⁶ : pas de base permanente, pas de déploiement substantiel d'armes conventionnelles, ni d'armes nucléaires. Or la défense des États baltes posait déjà des questions à la fin des années 1990, quand une personnalité américaine aussi importante que Brent Scowcroft, ancien conseiller à la sécurité nationale pour les présidents Carter et Bush, écrivait qu'en cas d'attaque russe, la défense des États baltes ne pourrait se faire qu'avec des armes nucléaires⁷ du fait de leur manque de profondeur territoriale, de leurs obstacles naturels limités et de leur faible densité.

Partant de ce point de vue, et dans l'espoir qu'avaient les Américains et les grands Européens de l'Ouest que de bonnes relations avec Moscou fussent la meilleure garantie de sécurité à l'Est, ils avaient freiné après 2004 tout renforcement sérieux du flanc Est, afin de donner des gages de bon voisinage à Moscou. Cette stratégie découlait de l'Acte fondateur OTAN-Russie⁸.

Or, du point de vue des Baltes, la guerre entre Moscou et Tbilissi en 2008 apparaît comme un signe puissant de changement, dans un contexte de réduction continue des forces mobilisables de l'OTAN en Europe, tel que mis en évidence dans un rapport de la RAND : 660 304 soldats en 2005 mobilisables en

6. A. Wess Mitchell, « Western Europe Is Still Falling Short in NATO's East », Blog *Revista de Prensa*, 2023. En ligne : <https://www.almendron.com/tribuna/western-europe-is-still-falling-short-in-natos-east/> [consulté le 12 juillet 2024].

7. Howard Baker, Alton Frye, Sam Nunn *et al.*, « Will Expansion Undercut the Military? », *op. cit.*

8. NATO, « Founding Act on Mutual Relations, Cooperation and Security between NATO and the Russian Federation signed in Paris, France ». En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_25468.htm [consulté le 24 juillet 2024].

Europe centrale et du Nord (contre 495 568 en 2010 et 397 947 en 2016)⁹. Le même rapport de la RAND montre aussi que le nombre de troupes russes tend à diminuer et que le rapport numérique reste toujours en faveur de l'OTAN. Pourtant, il démontre aussi un déséquilibre important au niveau sous-régional pour des États baltes qui forment quasiment une « île » rattachée au reste de l'Alliance uniquement par le corridor de Suwalki. Encore en 2017, le rapport de troupes entre les Baltes et le secteur ouest de la Russie allait du simple au double (31 813¹⁰ contre 78 000¹¹).

En 2008, l'OTAN n'avait toujours pas de plans solides de défense de la région en cas d'attaque russe et les Baltes en ont fait un objet du débat public¹². C'est seulement deux ans plus tard que l'OTAN a validé les premiers plans pour les États baltes et la Pologne¹³.

FAIRE PARTIE DE TOUS LES CLUBS ET JOUER LA CARTE DE LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE

Même si la stratégie de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie a été de miser sur l'OTAN pour assurer leur défense, elles ont aussi joué la carte de l'Union européenne de façon permanente.

9. Scott Boston, Michael Johnson, Nathan Beauchamp-Mustafaga *et al.*, *Assessing the Conventional Force Imbalance in Europe: Implications for Countering Russian Local Superiority*, RAND Corporation, 2018. En ligne : https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2402.html [consulté le 9 juillet 2024].

10. Dont 4 350 soldats sous commandement de l'OTAN et 8 863 soldats américains.

11. Scott Boston, Michael Johnson, Nathan Beauchamp-Mustafaga *et al.*, *Assessing the Conventional Force Imbalance in Europe*, *op. cit.*

12. Maria Mäklsoo, « NATO's new front: deterrence moves eastward », *International Affairs*, 100 (2), 2024, p. 531-547. Notons quand même que les budgets de défense des trois pays continuent de baisser dans le même temps, certes dans un contexte de crise économique de 2008 qui a profondément affecté leurs économies.

13. Euractiv, « WikiLeaks: NATO's secret plans to defend Baltic revealed », 2010. En ligne : <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/wikileaks-nato-s-secret-plans-to-defend-baltic-revealed/> [consulté le 24 juillet 2024].

Dans une Union en cercles concentriques, les Baltes ont toujours été – comme la Finlande – sur les marges de l'Europe géographique mais au cœur de son système institutionnel. Ainsi, après leur adhésion à l'UE en 2004, les Baltes sont entrés dans l'Espace Schengen en 2007 mais ils ont surtout conduit un agenda décidé pour rejoindre le plus vite possible la zone euro quand bien même ils ont été très affectés par les différentes crises économiques européennes depuis 2008. C'est ainsi que l'Estonie a été le premier pays à rejoindre la zone euro en 2011, suivi par la Lettonie en 2014 et la Lituanie en 2015. Ils font partie des premiers pays de l'élargissement de 2004 à l'avoir fait avec la Slovaquie. Pour rappel, ni la Suède, ni le Danemark, ni la Pologne ou la République tchèque ne sont encore membres de la zone euro.

Il en est allé de même à propos de la crise migratoire en Europe de 2015 et des années suivantes : là où les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) se sont opposés aux solutions proposées par la Commission européenne, les trois États baltes ont accepté le mécanisme de relocalisation des demandeurs d'asile, dans le but de démontrer leur participation à la solidarité européenne.

Pour autant, à la question de savoir si l'Union européenne devait jouer un rôle plus important en matière de défense du continent, les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens ont affiché une certaine perplexité, voire des réticences. Ils plaident pour le partage strict des tâches avec l'OTAN par peur de voir les États-Unis se désengager. D'autant qu'après 2008, les trois pays n'ont pas forcément fait eux-mêmes l'effort d'investir dans leur défense nationale : la Lettonie et la Lituanie ont abandonné la conscription et elles ont aussi plutôt désinvesti dans leur défense. Si l'Estonie consacrait¹⁴ 1,9 % de son PIB à sa défense en 2008 et

14. NATO, « Financial and Economic Data Relating to NATO Defence – Defence Expenditures of NATO Countries (1985-2008) ». En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_50991.htm [consulté le 24 juillet 2024] ; NATO, « Defence expenditures data for 2014 and estimates for 2015 – Financial and Economic Data Relating to NATO Defence ». En ligne : http://www.nato.int/cps/en/natohq/news_120866.htm [consulté le 24 juillet 2024].

2 % en 2014, la Lettonie y consacrait 1,7 % en 2008 et 0,9 % en 2014 et la Lituanie 1,1 % en 2008 et 0,9 % en 2014.

De ce point de vue, la stratégie estonienne a toujours été différente : maintenir un pourcentage de dépenses qui permette de justifier la solidarité de l'OTAN, même en cas de crise économique, tout en conservant un modèle de défense territoriale fondé sur la conscription¹⁵. À l'inverse, la Lettonie et la Lituanie ont coupé dans leurs dépenses militaires et ont opté pour un modèle d'armée professionnelle.

On peut donc dire que pour les Baltes après 2004, comme après 2014, l'OTAN reste la pierre angulaire de leur défense, couplée à une volonté de montrer leur solidarité tant vis-à-vis des États-Unis que de leurs partenaires de l'UE. Pour autant, si la situation est alors alarmante pour eux et qu'ils tentent d'en convaincre leurs partenaires, c'est seulement à partir de 2014, de la guerre dans l'est de l'Ukraine et de l'occupation de la Crimée que leurs investissements de défense se musclent véritablement.

15. Māris Andžāns et Viljar Veebel, « Deterrence Dilemma in Latvia and Estonia », *op. cit.*

IV. LA SÉCURITÉ COMMENCE À LA MAISON

Si l'OTAN a répondu partiellement à la demande des Baltes par l'adoption de plans spécifiques, l'attaque russe de 2014 dans le Donbass et l'annexion illégale de la Crimée ont conduit les Baltes à un niveau supérieur d'inquiétude.

COHÉSION SOCIÉTALE ET SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

L'instrumentalisation par la Russie du séparatisme du Donbass et l'occupation de la Crimée ont été d'autant plus des signaux d'alerte pour Tallinn, Riga et Vilnius que la menace russe, si elle ne changeait pas de nature, changeait d'ampleur¹. Et cette situation pouvait faire écho à l'histoire douloureuse des États baltes et à leurs défis sociétaux d'alors.

En effet, comme les Russes ont pu manipuler la question des droits des russophones en Ukraine, il était évident qu'ils pourraient être tentés de faire de même en Estonie et en Lettonie – en tout cas d'utiliser leur puissance médiatique pour influencer clairement les opinions publiques.

Les défis auxquels font face les Baltes en matière de sécurité sont multidimensionnels. Ils affectent la sécurité territoriale et aérienne sans cesse « testée » par les Russes, la sécurité énergétique, la sécurité cyber et la sécurité sociétale. Parmi les scénarios d'attaque russe imaginés en 2019 dans un article de la revue annuelle stratégique lituanienne (revue scientifique), celui d'une « guerre hybride » reste le premier envisagé, avant une invasion opérée par des troupes stationnées de l'autre côté de la frontière ou une invasion plus massive par des troupes venues d'autres

1. Annie Schmidt, « Estonian President: Russia's Actions Threaten International System », 2014. En ligne : <https://www.ipinst.org/2014/09/estonian-president-russias-actions-threaten-international-system> [consulté le 19 mars 2025] ; Adam Easton, « Poland and Baltics feel heat from Crimea », BBC News, 12 mars 2014. En ligne : <https://www.bbc.com/news/world-europe-26526053> [consulté le 4 janvier 2024].

régions russes². En prenant la mesure de ce que pourrait être une telle opération hybride, Lukas Milevski rappelle que les russophones des États baltes ne sont pas assimilables aux citoyens de la Russie, ils tendent à s'en différencier et ont leurs propres intérêts qui ne sont pas dictés par Moscou, même si ce dernier tente de les influencer³.

Pour faire face à ces défis, une des dimensions importantes de la stratégie des trois États baltes a été de mettre en place des mécanismes de lutte contre la désinformation. En effet, notamment en Estonie et en Lettonie, une partie de la population suit les médias venant de Moscou, parfois en direct, parfois dans des déclinaisons locales⁴. Bien entendu, l'interprétation ou la manipulation des nouvelles concernant la situation politique dans les États baltes, en Ukraine, en Russie ou concernant l'UE et l'OTAN y est permanente – et menace la cohésion sociale dans les États baltes. Ces derniers ont donc très tôt tenté de mettre en place des outils pour lutter contre ces manipulations. En Estonie, par exemple, l'éducation aux médias et à l'information est une discipline rendue obligatoire pour tous les élèves depuis 2010, y compris dans les petites classes⁵.

2. Lukas Milevski, « Scenarios for Baltic Defence: What to Prepare Against », *Lithuanian Annual Strategic Review*, 17 (1), 9 novembre 2019, p. 197-210.

3. Marek Tamm et Antoine Jacob, « Intégrer les minorités russophones en Estonie, Entretien avec Marek Tamm, historien et intellectuel estonien, par Antoine Jacob », *Courrier des Pays de l'Est*, 1061, 2007, p. 85-88 ; Una Bergmane, « Fading Russian Influence in the Baltic States », *op. cit.* Depuis 1991 et surtout depuis l'adhésion de l'Estonie et de la Lettonie à l'Union européenne, le dossier des non-citoyens a largement été traité.

4. Alexandra Wiktorek Sarlo, « Fighting Disinformation in the Baltic States », Foreign Policy Research Institute, 6 juillet 2017. En ligne : <https://www.fpri.org/article/2017/07/fighting-disinformation-baltic-states/> [consulté le 24 juillet 2024].

5. Amy Yee, « The country inoculating against disinformation », 2022. En ligne : <https://www.bbc.com/future/article/20220128-the-country-inoculating-against-disinformation> [consulté le 14 avril 2025].

2014 : RÉINVESTISSEMENT MILITAIRE

L'annexion de la Crimée a aussi conduit à un réinvestissement des Baltes dans leur défense. En effet, les budgets militaires ont été clairement ré-abondés depuis 10 ans, conformément à l'article 3 du traité de l'Atlantique Nord qui prévoit la responsabilité première de chaque allié pour sa propre défense.

Tableau 1

Dépenses militaires de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie depuis 2014 en pourcentage du PIB⁶

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2023	2024
Estonie	1,90	1,93	2,03	2,07	2,01	2,01	3,04	3,43
Lettonie	0,92	0,94	1,03	1,44	1,59	2,06	2,87	3,15
Lituanie	0,76	0,88	1,14	1,48	1,71	1,97	2,78	2,85

La Lettonie et la Lituanie portaient de très loin et il faut garder à l'esprit que des années de sous-investissement ne se règlent pas en quelques budgets. Néanmoins, il apparaît clairement que l'année 2014 marque un tournant. En 2015, la Lituanie a ainsi réinstauré le service militaire obligatoire comme la Lettonie en 2023, tel qu'évoqué plus haut.

Tout ceci participe d'une logique de réinvestissement pour garantir la sécurité et la défense nationale, mais aussi comme signal aux alliés, *a fortiori* après l'arrivée du président Trump à la Maison Blanche en 2017. Les annonces de la poursuite des

6. NATO, « OTAN – Communiqué de presse. Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2023) ». En ligne : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2023/7/pdf/230707-def-exp-2023-en.pdf [consulté le 25 juillet 2024] ; NATO, « Defence Expenditure of NATO Countries (2013-2020) » [s.n.]. En ligne : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2021/3/pdf/210316-pr-2020-30-en.pdf [consulté le 4 mars 2025] ; NATO, « Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2024) » [s.n.]. En ligne : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2024/6/pdf/240617-def-exp-2024-en.pdf [consulté le 4 mars 2025]. Les données pour 2023 et 2024 sont des estimations.

efforts bien au-delà des 2 % s'inscrivent dans cette logique, allant jusqu'à 5 % dans les projets lituaniens.

2014 : LE RENFORCEMENT PROGRESSIF DE L'OTAN DANS LA RÉGION

Ce réinvestissement militaire des Baltes a été couplé, après 2014, avec un changement de stratégie de l'OTAN qui a décidé d'envoyer des troupes dans la région dans une perspective de réassurance⁷. Il s'agit du mécanisme EFP (Enhanced Forward Presence) décidé en 2016 lors du sommet de Varsovie et dont les pays du flanc Est de l'alliance, y compris les Baltes, sont les premiers bénéficiaires avec la Pologne dès 2017⁸. Il s'agit de bataillons multinationaux pilotés par une nation-cadre⁹ : le Royaume-Uni dans le cas de l'Estonie, le Canada dans le cas de la Lettonie et l'Allemagne pour la Lituanie. La cible est alors d'environ 4 500 soldats, ce qui semble rester dans les engagements de l'Acte fondateur OTAN-Russie de 1997¹⁰ à la fois en limitant le nombre de troupes de façon à ce qu'elles n'apparaissent pas comme une menace et en termes de communication avec l'autre partie. Pour autant, ce stationnement de troupes marque la détermination de l'Alliance à agir en cas de menace sur la souveraineté de ses membres, dans une logique à la fois de réassurance et de dissuasion.

7. Guillaume Lasconjarias, *Forces terrestres et réassurance : Quelles options pour l'Alliance ?*, Ifri, 2016. En ligne : <https://www.ifri.org/fr/etudes/forces-terrestres-et-reassurance-queelles-options-pour-lalliance> [consulté le 18 mars 2025].

8. NATO, « NATO's military presence in the east of the Alliance ». En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_136388.htm [consulté le 24 juillet 2024].

9. Amélie Zima, « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP) dans les pays baltes et en Pologne. Apports et limites de la dissuasion conventionnelle multilatérale », Note de recherche 131, IRSEM, 2022. En ligne : https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/03/nr-irsem-131-zima-otan.pdf.

10. NATO, « Founding Act on Mutual Relations, Cooperation and Security between NATO and the Russian Federation signed in Paris, France », *op. cit.*

Les progrès du dialogue franco-balte

Depuis l'adhésion des États baltes à l'OTAN, le bilatéral entre Paris, Tallinn, Riga et Vilnius n'a jamais été facile. Un certain nombre de messages venant de Paris ont été perçus comme, pour dire le moins, maladroits : la déclaration du président Chirac sur « l'occasion de se taire », le dîner d'anniversaire prévu par le même président lors du sommet de l'OTAN à Riga en 2006 avec le président russe comme invité surprise – et finalement annulé¹¹ –, la cordialité affichée entre le président Sarkozy et le président russe ne sont que quelques exemples.

Par ailleurs, la position de la France sur le refus de l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine lors du sommet de Bucarest en 2008 ou la volonté d'entamer un dialogue avec Moscou en 2019 pour répondre aux demandes russes d'une nouvelle architecture de sécurité européenne ont été mal accueillies : Paris a toujours été suspecté de privilégier ses relations avec Moscou et ce même quand des gestes ont été faits pour comprendre la position des partenaires baltes – comme l'annulation des contrats Mistral par le président Hollande en 2014.

Par ailleurs, l'attachement français à l'idée d'une défense européenne a toujours été perçu comme dangereux, parce qu'il pouvait pousser les États-Unis, partenaire historique, à se désinvestir du continent européen, sans proposer une garantie de sécurité similaire¹².

Pour autant, l'attaque russe de 2022 sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine a eu pour effet de rapprocher Paris et les Baltes. Dans un premier temps, les tentatives de maintenir le dialogue avec Moscou ont été très mal perçues¹³,

11. *Le Figaro*, « Chirac et Poutine troublent le sommet de Riga », 2006. En ligne : https://www.lefigaro.fr/international/2006/11/29/01003-20061129ART-FIG90127-chirac_et_poutine_troublent_le_sommet_de_riga.php [consulté le 24 juillet 2024].

12. Entretien avec une chercheuse, ICDS, Tallinn, 6 mai 2024.

13. Gabriela Galindo, « Macron: Putin shouldn't be humiliated over 'historic' mistake », 2022. En ligne : <https://www.politico.eu/article/macron-putin-ukraine-invasion-mistake/> [consulté le 24 juillet 2024].

tout comme l'idée qu'il faudrait donner à la Russie des garanties de sécurité¹⁴.

Toutefois ce qui a été vu comme un changement de cap, notamment après le discours très apprécié du président Macron au forum GLOBSEC de Bratislava¹⁵, a donné une nouvelle dynamique au débat franco-balte sur les questions stratégiques : dans la mesure où les membres de l'OTAN, y compris la France, montraient qu'ils avaient compris l'importance d'une menace qui était soulignée par les Baltes depuis 15 ans, alors ces derniers – certes poussés par l'attitude de Washington – pouvaient faire un pas vers des initiatives européennes dans le domaine de la sécurité.

Par ailleurs, la présence de la France en Estonie, au sein des troupes de l'OTAN menées sur place par les Britanniques, apparaît comme un signe fort d'engagement de la France dans la sécurité de la région.

En 2014, pour renforcer la police du ciel dans les États baltes, l'OTAN établit aussi une seconde base aérienne, cette fois en Estonie à Ämari après celle de Šiauliai en Lituanie en 2004. Dans ce cas, il s'agit aussi d'avoir une présence rotative de 4 mois assurée par une des nations de l'alliance¹⁶. Le Danemark a effectué la première rotation en Estonie.

En parallèle, comme mesure de réassurance, les États-Unis ont envoyé de façon bilatérale des troupes et des avions dans la région dès avril 2014¹⁷.

14. Reuters, « Ukraine, Baltics rebuke Macron for suggesting “security guarantees” for Russia », 5 décembre 2022. En ligne : <https://www.reuters.com/world/europe/ukraine-baltics-rebuke-macron-suggesting-security-guarantees-russia-2022-12-05/> [consulté le 24 juillet 2024].

15. Emmanuel Macron, « Sommet Globsec à Bratislava », 1^{er} juin 2023. En ligne : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/06/01/sommet-globsec-a-bratislava> [consulté le 24 juillet 2024].

16. NATO, « Baltic Air Policing ». En ligne : <https://ac.nato.int/missions/air-policing/baltics.aspx> [consulté le 24 juillet 2024].

17. DW, « More US troops to Baltics », 3 septembre 2014. En ligne : <https://www.dw.com/en/obama-pledges-to-boost-us-military-presence-in-baltics/a-17896945> [consulté le 24 juillet 2024].

Après 2014, on constate donc que la priorité a moins été à la coopération internationale hors zone, même si elle s'est poursuivie, qu'au renforcement de l'effort domestique. Au même moment, l'OTAN s'est investie plus clairement dans la région par la constitution de bataillons multinationaux, une brigade en Lettonie (juillet 2024) et une autre en Lituanie (mai 2025).

V. 2022 : LE TOURNANT DE LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

L'attaque massive de l'Ukraine par la Russie au début de l'année 2022 a fini de transformer à la fois la stratégie des Baltes vis-à-vis de leur propre sécurité et celle de l'OTAN sur son flanc oriental¹.

LES EFFETS DE L'AGRESSION RUSSE EN UKRAINE SUR LES SOCIÉTÉS BALTES

Bien que les débats aient débuté sur la place de la Russie et de son héritage soviétique dans les États baltes au moment de leur retour à l'indépendance et, plus encore, à partir de 2014, il apparaît clairement que l'attaque russe de 2022 a accéléré un processus de mise à distance ayant débuté après 2008².

Par exemple, sur la question mémorielle, évoquée plus haut, 2022 marque un tournant. Le démantèlement des œuvres d'art ou des monuments commémoratifs soviétiques s'est précipité, en Lettonie notamment. En mai 2022, le Parlement letton a passé des amendements à des lois existantes pour permettre la démolition d'importants monuments soviétiques, profitant de la vague d'émotion soulevée par l'invasion de l'Ukraine³. La plus spec-

1. Il est ici difficile d'affirmer que la moindre implication des Baltes dans les opérations internationales est un choix de leur part pour se concentrer plus clairement sur leur défense territoriale : dans le même temps, les grandes opérations comme l'Afghanistan ont aussi diminué de puissance. Pour autant, les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens ont continué de montrer leur solidarité, notamment avec la France au Sahel. Il apparaît que dans les discours comme dans les actes, la prise en compte de l'annexion de la Crimée et du caractère agressif de la Russie pousse à réinvestir massivement dans la défense territoriale.

2. Una Bergmane, « Fading Russian Influence in the Baltic States », *op. cit.*

3. Latvian Public Broadcasting, « Saeima decides to legally allow Soviet monument demolition », 12 mai 2022. En ligne : <https://eng.lsm.lv/article/politics/saeima/saeima-decides-to-legally-allow-soviet-monument-demolition.a456417/> [consulté le 29 juillet 2024].

taculaire a été la destruction du principal monument dédié à la victoire soviétique contre le nazisme, situé à Riga, sur la rive occidentale du fleuve, et qui, sous la période soviétique et plus tard, avait fini par devenir le symbole de la domination russe sur la Lettonie.

Ce parc monumental était surtout utilisé chaque année le 9 mai par la communauté russophone du pays pour commémorer la victoire soviétique, rassemblement qui a toujours créé des tensions politiques dans le pays après 1991. Cela a encore été le cas le 9 mai 2022, à la suite de quoi le gouvernement a pris la décision de le détruire : en août 2022 l'impressionnant obélisque de 80 mètres était abattu⁴.

En Estonie aussi l'invasion de l'Ukraine a déclenché la destruction de plusieurs centaines de monuments soviétiques, à commencer, en août 2022, par un tank dans la ville de Narva⁵, habitée majoritairement par des russophones et frontalière de la Russie, et dont la municipalité n'était pas favorable au démantèlement. La Première ministre Kaja Kallas a annoncé alors que ces destructions seraient systématiques⁶.

En Lituanie, la vague de destructions a continué aussi, quoique le faible nombre de citoyens russophones crée un climat très différent.

Le lien entre débat mémoriel interne et relations internationales prend tout son sens quand on se rappelle que l'entretien des monuments soviétiques avait été demandé et obtenu par Moscou lors des traités de retrait des troupes russes des États baltes. Et c'est d'ailleurs par le biais de la dénonciation de cette

4. Associated Press, « Latvia topples Soviet-era obelisk amid backlash against Russia », *The Guardian*, 25 août 2022. En ligne : <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/25/latvia-topples-soviet-era-obelisk-amid-backlash-against-russia> [consulté le 29 juillet 2024].

5. Jon Henley, « Estonia removes Soviet-era tank monument amid Russia tensions », *The Guardian*, 16 août 2022. En ligne : <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/16/estonia-removes-soviet-era-tank-monument-amid-russia-tensions-narva> [consulté le 29 juillet 2024].

6. ERR, « Kallas: Soviet monuments will be moved as soon as possible », 2022. En ligne : <https://news.err.ee/1608675571/kallas-soviet-monuments-will-be-moved-as-soon-as-possible> [consulté le 29 juillet 2024].

partie du traité bilatéral que le Parlement letton a lancé la campagne de démantèlement.

Deux autres domaines sont aussi lourdement affectés par les réponses à l'agression russe en Ukraine : l'enseignement scolaire en langue russe en Lettonie et en Estonie d'une part, et la question des médias russes dans les États baltes, d'autre part.

Les États baltes étaient connus dès l'entre-deux-guerres pour avoir favorisé un système scolaire ouvert et avantageux pour les minorités linguistiques. À la chute de l'URSS et au retour des indépendances, une partie importante des enfants de la minorité russophone était scolarisée dans les écoles de langue russe en Estonie et en Lettonie. Depuis plus de 30 ans, la place de ces établissements est un objet de débats politiques dans ces deux pays où les russophones sont les plus nombreux. Pendant longtemps, il s'agissait d'y augmenter la part des cours obligatoires en estonien ou en letton. Depuis 2022, le gouvernement letton a pris la décision de convertir ces établissements dans le système de langue lettone d'ici 2025⁷. En 2022, le Parlement estonien a décidé de lancer cette transition en 2024, sur 6 ans⁸. En Lettonie, la langue russe ne sera même plus disponible en tant que seconde langue vivante dans le système scolaire à compter de 2027-2028.

Le troisième domaine affecté par la guerre de la Russie contre l'Ukraine est celui de l'espace informationnel balte. En effet, une partie de la population, qu'elle se déclare russophone ou non, a toujours suivi soit des médias locaux en langue russe, soit les médias – notamment la télévision – émis de Russie⁹. Il va de soi que le traitement de la guerre en Ukraine par ces médias diffère

7. Toms Rostoks et Kate Elizabete Kanasta, « Foreign and Domestic Policy Implications of Latvia's Reaction to Russia's Aggression against Ukraine », *Journal on Baltic Security*, 9 (2), 30 novembre 2023, p. 5-28.

8. BNS, « Estonia's Russian schools to switch to Estonian-language schooling », Blog *Estonian World*, 2022. En ligne : <https://estonianworld.com/knowledge/estonias-russian-schools-to-switch-to-estonian-language-schooling/> [consulté le 29 juillet 2024].

9. Il faut différencier les deux : il existe des médias estoniens ou lettons en langue russe, produits localement mais dont l'audience est forcément limitée et qui ont du mal à exister face aux médias émis depuis la Russie. Leurs lignes éditoriales ne sont d'ailleurs pas assimilables.

largement de celui qu'on trouve dans les médias nationaux. Ainsi, la Lettonie a décidé en 2022 d'interdire les principales chaînes venues de Russie, puis finalement toutes les chaînes enregistrées en Russie¹⁰. En Estonie, plusieurs chaînes russes et une biélorusse ont aussi été interdites dès 2022¹¹ et les chiffres semblent montrer que ceux qui continuent de regarder la télévision russe sont beaucoup plus sceptiques sur la qualité de l'information qui y est donnée¹².

Il est néanmoins difficile à ce stade de comprendre quel est l'avenir de l'espace informationnel en Estonie et en Lettonie, où les russophones sont les plus nombreux, mais où l'information locale de qualité en langue russe, soutenue par l'État, fait défaut. Par ailleurs, les informations venues de Russie continuent à exister dans les espaces médiatiques nationaux, à la fois via la télévision par satellite et par les réseaux sociaux comme les chaînes Telegram.

Ces trois éléments, mémoire, question scolaire et médias de langue russe, montrent à quel point les trois États baltes – surtout l'Estonie et la Lettonie – sont influencés par la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Cette dernière a engendré une accélération de la « nationalisation » de l'histoire et des sociétés des trois républiques baltes. Un certain nombre de politiques visent

10. Skirmante Balčiūte, « Russian TV channels banned in Latvia, but still available », 19 janvier 2023. En ligne : <https://eng.lsm.lv/article/society/society/russian-tv-channels-banned-in-latvia-but-still-available.a492327/> [consulté le 29 juillet 2024] ; Toms Rostoks et Kate Elizabete Kanasta, « Foreign and Domestic Policy Implications of Latvia's Reaction to Russia's Aggression against Ukraine », *op. cit.* Il semble néanmoins que si ces chaînes sont globalement interdites, il n'est pas impossible de trouver de simples moyens techniques pour les regarder. Néanmoins, selon Toms Rostoks et Kate Kanasta, il semble que le taux d'exposition global ait quand même beaucoup diminué après l'interdiction – même si la mesure est mal acceptée.

11. ERR, « Four Russian TV channels banned from Estonian airwaves », 2022. En ligne : <https://news.err.ee/1608512162/four-russian-tv-channels-banned-from-estonian-airwaves> [consulté le 29 juillet 2024].

12. Joachim Klementi, « Russian info channels in Estonia viewed, trusted far less than year ago », 2023. En ligne : <https://news.err.ee/1608909242/russian-info-channels-in-estonia-viewed-trusted-far-less-than-year-ago> [consulté le 29 juillet 2024].

maintenant à effacer les stigmates de la période soviétique vue comme coloniale. Ces dimensions de politique intérieure interagissent avec leur politique extérieure et de sécurité.

Si les minorités russophones ont toujours été moins présentes en Lituanie, le même phénomène de découplage, amorcé plus tôt, s'est accentué avec l'agression russe contre l'Ukraine. Le pays a été le fer de lance dans la région de l'indépendance énergétique, gazière à travers la construction précoce d'un terminal destiné à accueillir les navires transportant du gaz naturel liquéfié (GNL), mais aussi électrique pour se découpler du réseau électrique russe.

L'OTAN ET LES PARTENARIATS BILATÉRAUX AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ

Dès les prémices de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les Baltes se sont mis au service de la cause ukrainienne. Ainsi, les premiers systèmes anti-chars Javelin, envoyés par l'Estonie et la Lettonie¹³ dès le mois de février, ont été reçus par les forces ukrainiennes le 22 février 2022, deux jours avant l'attaque russe. À ce jour, c'est plus d'un demi-milliard d'euros d'assistance qui a été fournie par l'Estonie à l'Ukraine, correspondant à plus de 2,2 % de son PIB, contre 1,8 % pour la Lituanie et 1,5 % pour la Lettonie¹⁴.

En effet, les Baltes sont dans la première ligne du soutien à l'Ukraine, conséquence de leur analyse d'une attitude russe qui ne s'arrêtera pas à l'Ukraine¹⁵. Par ailleurs, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie accueillent des dizaines de milliers de réfugiés

13. Estonian Ministry of Foreign Affairs, « Estonia's aid to Ukraine ». En ligne : <https://vm.ee/en/estonias-aid-ukraine> [consulté le 29 juillet 2024].

14. *Ibid.* ; Boran Tobelem, « Guerre en Ukraine : quels sont les montants des aides de l'Union européenne depuis 2022 ? », 2025. En ligne : <https://www.tou-teleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/guerre-en-ukraine-quels-sont-les-montants-des-aides-de-l-union-europeenne-depuis-un-an/> [consulté le 3 mars 2025].

15. Toms Rostoks et Kate Elizabete Kanasta, « Foreign and Domestic Policy Implications of Latvia's Reaction to Russia's Aggression against Ukraine », *op. cit.*

ukrainiens¹⁶. Il s'agit de plus de 80 000 réfugiés dans le cas de la Lituanie, c'est-à-dire plus qu'en Suède (60 000), pays plus grand, plus riche et réputé pour sa tradition d'accueil.

Pour assurer un tel soutien à l'Ukraine, les Baltes demandent aussi un renforcement de la protection offerte par l'OTAN. C'est notamment ce qu'ont fait les Estoniens, en sollicitant de nouveau la présence de troupes américaines sur leur sol après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, au prétexte, selon la Première ministre Kaja Kallas, que « la plus grande dissuasion, c'est que vous ayez des amis puissants. Si vous êtes harcelé à l'école, le harceleur s'arrête si vous avez des amis grands et forts, c'est la même chose avec la dissuasion [...] La plus grande dissuasion contre la Russie, c'est un drapeau américain¹⁷ ».

Les États-Unis sont pour les Baltes le premier garant de leur sécurité. C'est pour cette raison, que ces derniers ont tendance à soutenir systématiquement Washington sur les dossiers considérés comme prioritaires par la Maison Blanche. Au cours de la dernière décennie, que ce soit dans leurs rapports avec Cuba ou avec la Chine, les Lituaniens ont toujours gardé à l'esprit la priorité de la relation transatlantique¹⁸ – au point qu'on a pu parler d'eux comme de « super atlantistes ».

Pour autant, les partenariats de sécurité bilatéraux se sont aussi multipliés, favorisés par le cadre otanien. En effet, la Lituanie a noué de solides relations avec l'Allemagne, qui est la nation-cadre des troupes de l'OTAN stationnées sur son territoire. Cependant, ce partenariat va ici plus loin, avec le projet

16. Signe Nygren, « An outpouring of solidarity – two years of Nordic-Baltic response to the full-scale war in Ukraine », 6 mars 2024. En ligne : <https://www.unhcr.org/neu/122415-an-outpouring-of-solidarity-two-years-of-nordic-baltic-response-to-the-full-scale-war-in-ukraine.html> [consulté le 29 juillet 2024].

17. Richard Milne et Nordic, « Estonia's PM calls for greater US presence in Baltics », 2022. En ligne : <https://www.proquest.com/docview/2631808496/citation/2E519EFFF7C144F3PQ/1> [consulté le 8 novembre 2023].

18. Andris Banka, « Super Atlanticist in the EU? Vilnius Between Washington and Brussels », *European Foreign Affairs Review*, 28 (2), 1^{er} mai 2023. En ligne : <https://kluwerlawonline.com/api/Product/CitationPDFURL?file=Journals\EERR\EERR2023009.pdf> [consulté le 24 mai 2023].

d'installation d'une brigade en Lituanie¹⁹, le premier déploiement allemand de ce type depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale²⁰. L'objectif est de stationner 4 800 soldats et 200 personnels de soutien et d'être prêts au combat en 2027²¹. Deux bataillons formeront le cœur de cette brigade, en plus du bataillon multinational, déjà présent sur place sous commandement allemand, dans le cadre de la présence avancée de l'OTAN²².

De la même façon que la Lituanie a renforcé son lien avec l'Allemagne, l'Estonie a renforcé sa coopération avec le Royaume-Uni, qui est la nation-cadre de la présence avancée pour l'Estonie. En 2023, il s'agissait déjà de la plus grande opération britannique à l'étranger et le commandement britannique estimait que plus de 11 000 soldats avaient déjà fait un séjour en Estonie dans le cadre de la rotation, ce qui correspond à plus de 10 % du total des effectifs britanniques.

Cela peut avoir un impact sur la conception que les Estoniens peuvent se faire de la coopération européenne en matière de sécurité : il convient pour les Estoniens de ne pas exclure les Britanniques et pour les Lettons de ne pas exclure les Canadiens qui jouent le rôle de nation-cadre pour eux.

En parallèle, la situation en mer Baltique, mais aussi au sein de l'OTAN, a changé depuis 2022. En effet, l'adhésion de la Suède et de la Finlande transforme la physionomie de la sécurité dans la région.

19. Justinas Juozaitis, « Germany Moving in to Keep Russia out: Implications and Challenges of the Bundeswehr's Permanent Deployment in Lithuania », *Journal on Baltic Security*, 9 (2), 27 décembre 2023, p. 29-64.

20. Liudas Dapkus, « German troops arrive in Lithuania, their first long-term foreign deployment since World War II », 2024. En ligne : <https://apnews.com/article/lithuania-germany-troops-deployed-nato-kaliningrad-belarus-583e693c36c7a51bb798ca2016ecf493> [consulté le 29 juillet 2024].

21. Pour en savoir plus sur les volumes et la rotation des troupes de l'OTAN dans le cadre de la force avancée, leurs modalités et leurs objectifs, voir Amélie Zima, « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP) dans les pays baltes et en Pologne », *op. cit.*

22. DW, « German brigade in Lithuania set to be combat ready in 2027 », 18 décembre 2023. En ligne : <https://www.dw.com/en/german-brigade-in-lithuania-set-to-be-combat-ready-in-2027/a-67754124> [consulté le 29 juillet 2024].

On a parfois pu trop rapidement en déduire que la mer Baltique devenait « un lac otanien », ce qui est une interprétation erronée. En tant que mer, elle est en effet gouvernée par les règles habituelles du droit de la mer : non seulement tous les bateaux des nations riveraines peuvent y circuler, russes compris²³, mais des puissances non riveraines peuvent aussi y croiser. Cette ouverture de la mer Baltique a permis à des bateaux russes et chinois d'y couper des câbles sous-marins²⁴. De plus, la Russie a même tenté d'y rectifier des frontières²⁵. La Baltique est donc devenue une zone de tensions. La guerre en Ukraine n'a pas forcément diminué le trafic militaire en Baltique, notamment parce que les transferts militaires vers Kaliningrad doivent à présent se faire par voie maritime²⁶.

Cette tension a eu pour résultat l'adhésion de la Suède et de la Finlande, qui change un certain nombre de choses pour les pays Baltes. Dès la fin de la guerre froide, tout en restant neutres elles-mêmes, les deux nations nordiques avaient été très favorables à l'adhésion des Baltes à l'OTAN dans les années 1990²⁷ dans la mesure où cela renforçait la sécurité de leur flanc Sud-Est. Cependant le statut de nations neutres avait plusieurs

23. Rappelons ici que la Russie est deux fois riveraine de la Baltique, à la fois dans le golfe de Finlande qui débouche sur la région de Saint-Petersbourg et par l'enclave de Kaliningrad, plus au sud, entre la Lituanie et la Pologne.

24. Claudia Chiappa et Emmanuel Ngendakumana, « 'Everything indicates' Chinese ship damaged Baltic pipeline on purpose, Finland says », 2023. En ligne : <https://www.politico.eu/article/balticconnector-damage-link-to-be-intentional-finnish-minister-says-china-estonia/> [consulté le 31 juillet 2024]. C'est ainsi que fin 2023, un pipeline reliant la Finlande et l'Estonie a été « accidentellement » coupé, tout comme deux câbles telecom reliant l'Estonie à la Finlande et à la Suède. Les autorités finlandaises et estoniennes accusent un bateau chinois d'avoir laissé « traîner » son ancre, causant ces importants dommages.

25. Paul Kirby, « Baltic warning over Russian plan to move sea borders », 22 mai 2024. En ligne : <https://www.bbc.com/news/articles/c6ppl5v1lwzo> [consulté le 31 juillet 2024]. En mai 2024, la Russie a tenté de faire admettre unilatéralement un changement de frontière maritime avec la Finlande, concernant un certain nombre d'îles situées dans le golfe de Finlande.

26. Entretien avec un diplomate lituanien à Bruxelles, 18 septembre 2024.

27. Philippe Perchoc, *Les États baltes et le système européen*, op. cit.

désavantages pour les États baltes. D'une part, les deux nations nordiques, surtout la Suède, étaient très sceptiques sur de possibles avancées européennes dans le domaine de la sécurité et de la défense quand bien même elles étaient membres de l'UE, ce qui aurait contribué à renforcer la dimension collective de la sécurité en Baltique. D'autre part, elles ne pouvaient pas participer à de possibles lignes d'acheminement d'hommes et de matériels vers les États baltes en cas d'extension de la menace russe. Cela favorisait la Russie qui n'avait pas alors à couvrir son flanc Nord-Ouest en cas de conflit avec l'OTAN – rendant les États baltes plus vulnérables.

OTAN : LE TOURNANT DE MADRID

Le sommet de l'OTAN à Madrid en juin 2022, quelques mois après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, a marqué un tournant pour l'organisation. Tout d'abord, la Russie est à présent qualifiée de « menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique²⁸ ». Par ailleurs, l'OTAN a décidé d'augmenter le nombre de troupes qu'elle allait positionner sur son flanc oriental, en passant de la taille de bataillons (environ 2 000 soldats) jusqu'à la taille de brigades (environ 5 000) quand et où ce serait nécessaire²⁹, mais aussi de renforcer jusqu'à 300 000 soldats sa force de réaction rapide³⁰.

Pour Tallinn, Riga et Vilnius, toute mesure qui peut permettre de confirmer le statut de menace de Moscou et de renforcer la présence des troupes de l'OTAN sur place apparaît comme une

28. NATO, « Déclaration du sommet de Madrid publiée par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN à l'issue de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Madrid le 29 juin 2022 », 2022. En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_196951.htm [consulté le 11 octobre 2024].

29. *Ibid.*

30. Billy Bayer, « NATO will increase high-readiness force to 'well over' 300,000 troops », 2022. En ligne : <https://www.politico.eu/article/nato-increase-high-readiness-force-300000/> [consulté le 11 octobre 2024].

priorité – tout comme le renforcement de la présence aérienne décidé à la suite de l’invasion de l’Ukraine en 2022. Pour les trois capitales, ces changements sont le signe que leur analyse était la bonne depuis déjà plus d’une décennie, et doivent conduire à renforcer la présence des alliés dans la région.

VI. QUELLE NOUVELLE PLACE POUR L’UE ?

Face à l’augmentation claire de la menace russe et tel que cela a été décrit plus haut, les trois États baltes ont sans cesse demandé un renforcement de la présence de l’OTAN dans la région. Cette dernière est montée en puissance depuis 2016, et encore plus depuis 2022 et depuis l’adhésion des États nordiques à l’Alliance en 2024.

Il est compréhensible que dans leur perception de la sécurité, et en raison de leurs moyens limités, les Estoniens, les Lettons et les Litvaniens soient réticents à l’idée de doublonnage entre l’OTAN et l’UE : de leur point de vue, il est indispensable de ne pas affaiblir le lien transatlantique, ce que les idées d’autonomie pourraient finir par provoquer. C’est la raison pour laquelle ils ont, au départ, été réticents aux idées avancées par la France¹ et même plus largement au renforcement de la défense européenne, y compris au sein d’un pilier européen de l’OTAN. D’autant que le renforcement de la défense territoriale des Estoniens, des Lettons et des Litvaniens est assuré dans deux cas sur trois par des nations non-UE : le Royaume-Uni est nation-cadre en Estonie et le Canada en Lettonie.

Par ailleurs, et comme le soulignait récemment le nouveau secrétaire général de l’OTAN, il n’est pas réaliste à ce stade de penser que les Européens pourraient se défendre eux-mêmes sans les États-Unis, que ce soit dans le cadre de l’UE ou d’une OTAN réduite à l’Europe².

1. Niklas Helwig, Juha Jokela, Piret Kuusik *et al.*, « A Northern Agenda for an Open and Secure Europe », Estonian Foreign Policy Institute, 2021.

2. Mark Rutte, « Remarks by NATO Secretary General Mark Rutte at the European Parliament’s Committee on Foreign Affairs and Subcommittee on Security and Defence », 2025. En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_232125.htm [consulté le 28 janvier 2025]. Il est intéressant de noter que Mark Rutte a prononcé ce discours devant la toute nouvelle Commission de la Défense du Parlement européen et avant de s’envoler pour le premier sommet des pays de l’OTAN de la mer Baltique. Cette simple succession d’événements montre à quel point l’UE devient un acteur de la défense et quelle place tient la Baltique dans cette défense.

Pour autant, Tallinn, Riga et Vilnius sont aujourd'hui, comme le reste de l'Europe, plongés dans un état de sidération par la nouvelle politique américaine vis-à-vis du continent. La fin annoncée du soutien à l'Ukraine, ou la possibilité d'une mauvaise paix, tout comme la dimension purement transactionnelle de la politique américaine créent un nouveau contexte. D'un côté, certains responsables baltes comme le directeur politique du ministère lituanien de la Défense Vaidotas Urbelis reconnaissent que la défense de l'Europe est avant tout le problème des Européens, voire même félicitent Donald Trump d'accélérer cette prise de conscience³. Que des déclarations de ce type soient faites dans les médias américains, y compris pour souligner l'effort budgétaire des Litoniens et des Européens, prouve que l'espoir de convaincre la Maison Blanche de rester en Europe n'a pas totalement disparu.

À l'inverse, le ministre estonien des Affaires étrangères note que les négociations entre Moscou et Washington ne peuvent exclure ni les Ukrainiens ni les Européens. Il déclare que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est la meilleure garantie de sécurité, mais que si cette dernière n'est pas possible alors l'envoi de troupes européennes en Ukraine sera la solution et que l'Estonie y participera⁴.

Il apparaît donc que, vue des États baltes, la continuité du soutien américain sous la présidence de Donald Trump est moins certaine que par le passé. L'adaptation à cette nouvelle réalité est difficile⁵, même si pour le moment, il n'y a pas de signe concret de désengagement des États-Unis de la région.

3. Anthony Blair, « Exclusive. Trump finally forced Europe to defend itself: Baltic official », 2025. En ligne : <https://nypost.com/2025/03/16/world-news/trump-finally-forced-europe-to-defend-itself-baltic-official/> [consulté le 19 mars 2025].

4. Indrek Kissler, « Foreign minister: Trump cannot exclude Europe when making peace in Ukraine », 2025. En ligne : <https://news.err.ee/1609603898/foreign-minister-trump-cannot-exclude-europe-when-making-peace-in-ukraine> [consulté le 19 mars 2025].

5. Eitvydas Bajarūnas, « The Baltics Adapt to Trump », 2025. En ligne : <https://cepa.org/article/the-baltics-adapt-to-trump/> [consulté le 19 mars 2025].

Dans ce climat d'incertitude, il est tout de même des domaines où les trois États baltes reconnaissent le rôle plus important que pourrait jouer l'Union européenne.

De façon générale, la sécurité sociétale – la prospérité économique ou la lutte contre la désinformation – trouve plus naturellement sa place dans le cadre de l'Union européenne que dans celui de l'OTAN, tout comme les sanctions contre la Russie. Un cas intéressant et symptomatique est celui de la sécurité énergétique, qui a été mis en avant de façon précoce par les Litoniens. Non seulement ces derniers ont construit un terminal GNL qui leur a permis de se passer rapidement du gaz russe, mais il a été cofinancé par la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne a approuvé une exception aux règles européennes sur les aides d'État pour que l'État lituanien puisse apporter sa garantie financière. La Lituanie a été le premier État européen à se passer totalement de gaz russe bien qu'il en fût l'un des plus dépendants.

Plus récemment, en février 2025, c'est aussi le système électrique des trois États baltes qui s'est déconnecté du réseau russe pour se connecter entièrement au réseau de l'Union européenne, en échange d'une aide de l'UE supérieure au milliard d'euros⁶.

Parmi les défis qui nécessitent l'intervention de l'UE, on trouve aussi tout ce qui relève de l'industrie de défense. Dans ce domaine, les États baltes sont dépendants d'industries plus solides que les leurs, mais ont les mêmes besoins que les autres Européens : acheter en qualité, en quantité et avec des délais de livraison raisonnables auprès de fournisseurs fiables. La Lettonie et la Lituanie se fournissent de façon très majoritaire auprès des États-Unis⁷ tandis que la politique estonienne est plus équilibrée. De leur point de vue, il est aussi préférable que l'achat renforce la

6. Jason Moyer, « The Baltic Electricity Grid: Synchronizing Symphony », Foreign Policy Research Institute, 18 septembre 2024. En ligne : <https://www.fpri.org/article/2024/09/the-baltic-electricity-grid-synchronizing-symphony/> [consulté le 11 octobre 2024].

7. Margarita Šešelgytė, « Armament and Transatlantic Relationships: The Baltic States Perspective », ARES – IRIS, 2019, p. 9.

relation de sécurité entre eux et l'acheteur, prioritairement américain mais aussi européen.

Néanmoins, dans les trois pays, une ouverture plus grande est en train de se faire à l'idée du renforcement de la BITD : non seulement les marchés qu'ils peuvent passer avec les États-Unis ne sont peut-être pas suffisants pour maintenir l'intérêt de Washington sur le long terme, mais en investissant un pourcentage toujours plus grand de leur richesse nationale dans leur défense, Tallinn, Riga et Vilnius font des choix budgétaires douloureux qui nécessitent aussi de mettre en avant un retour sur investissements en termes économiques et d'emplois locaux.

Enfin, parmi les différents enjeux sur lesquels l'appui de l'Europe apparaît indispensable, on trouve le nouveau projet de « Ligne de défense baltique » qui veut renforcer la frontière terrestre entre les États baltes, la Russie et le Bélarus. De concert avec la Pologne, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie demandent à l'Union européenne d'investir dans cette ligne de défense, constituée dans un premier temps de points logistiques⁸.

L'OTAN, comme organisation, n'ayant pas les fonds pour financer la solidarité européenne dans la défense territoriale de la Baltique orientale, c'est donc bien l'Union européenne qui est ici la seule capable d'assurer cette solidarité. C'est d'ailleurs l'ancienne Première ministre et aujourd'hui haute représentante Kaja Kallas qui avait proposé, la première, l'émission d'eurobonds pour financer l'aide à l'Ukraine et le réarmement de l'Europe.

Dans tous les cas, le fait que deux personnalités éminentes issues de cette région prennent des postes de première importance au sein de l'Union européenne⁹ marque à la fois la place que les 24 autres États européens sont prêts à leur donner, et le fait que les Baltes réévaluent leur opinion sur le rôle que l'UE peut jouer dans la sécurité des Européens. Ces postes convoités

8. Silver Tambur, « The Baltic states and Poland push for EU funding for the Baltic Defence Line », Blog *Estonian World*, 2024. En ligne : <https://estonianworld.com/security/baltic-states-and-poland-push-for-eu-funding-for-baltic-defence-line/> [consulté le 30 décembre 2024].

9. Le poste de haut représentant / vice-président de la Commission européenne et celui de commissaire à la Défense.

nécessitent un fort investissement de capital politique et diplomatique, et cela indique qu'ils sont des priorités. Avec des nuances entre les trois capitales, Vilnius restant la plus proche de ses positions initiales, on peut parler d'un véritable rééquilibrage du positionnement stratégique des Baltes entre l'OTAN et l'UE.

CONCLUSION

Aujourd'hui, il apparaît clairement que l'analyse partagée des Européens sur le défi russe à la sécurité du continent s'est rapprochée d'une conception que les Baltes formulaient depuis longtemps.

Au même moment, il est apparu que l'Union européenne était aussi un vecteur important pour répondre à ce défi qui pose des questions dans les domaines cyber, énergétique, économique et de l'industrie de défense européenne, à la fois pour défendre les États membres de l'UE et pour soutenir l'effort ukrainien face à l'invasion russe. Ces dimensions non militaires, les Baltes les intègrent dans leur perception de la sécurité, mais ils sont aussi de plus en plus disposés, pour la première fois, à débattre des sujets militaires dans le cadre de l'UE.

Le fait pour les Baltes de se retrouver à la fois en première ligne et au cœur des politiques européennes leur permet de jouer un rôle nouveau. Ainsi, l'Estonie a été à l'origine de plusieurs propositions d'ampleur dans le cadre de l'Union européenne : le programme européen de production de munitions à destination de l'Ukraine (ASAP) ou l'alignement entre Paris et Tallinn à propos d'un possible emprunt européen destiné à financer l'aide à l'Ukraine.

Ces deux exemples sont symptomatiques : il y a 10 ans, les Estoniens auraient probablement pensé que l'OTAN devrait monopoliser les questions de défense – y compris peut-être des munitions – et le pays était rangé dans le club des « frugaux », hostiles à l'endettement européen.

Un des symboles de cette centralité nouvelle des Baltes dans le système européen après 20 ans d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN reste bien entendu la nomination de Kaja Kallas, la précédente Première ministre estonienne, au poste de haute représentante pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE / vice-présidente de la Commission européenne pour le nouveau cycle politique qui commence en 2024 après les élections européennes. Cette nomination par le Conseil européen montre que

la position estonienne est aujourd'hui devenue majoritaire et beaucoup plus audible à Bruxelles. Il en va de même pour le premier commissaire européen à la Défense, l'ancien Premier ministre lituanien Andrius Kubilius.

Par ailleurs, d'autres voix baltes ont gagné en notoriété dans les cercles européens, que ce soit l'ancien ministre des Affaires étrangères letton et aujourd'hui président de la République Edgars Rinkēvičs ou l'ancien ministre des Affaires étrangères lituanien Gabrielius Landsbergis.

Si l'atlantisme des Estoniens, des Lettons et des Lituanais a été beaucoup caricaturé, il est désormais à réévaluer, même s'il reste solide : l'Union européenne est aussi vue comme un élément central de la sécurité des États baltes. De ce point de vue, la position des Baltes a évolué : de « bons élèves » de la cause européenne, ils en sont venus à proposer des solutions aux défis de sécurité dans le cadre de l'UE. Il reste à voir quel sera l'héritage de ce positionnement nouveau en matière d'influence sur la politique étrangère et de défense de l'UE.

Ces conclusions étaient déjà valables avant le résultat des élections américaines de novembre 2024. Elles semblent l'être encore davantage à la lumière des déclarations et des décisions de l'administration Trump depuis son retour à la Maison Blanche. Si les Baltes ne veulent pas apparaître comme passant par pertes et profits l'Alliance atlantique et le cadre opérationnel militaire que procure l'OTAN, ils ne veulent pas pour autant retarder le sursaut européen en matière de sécurité et de défense, y compris de façon autonome si nécessaire par rapport à la politique américaine. Il y a lieu d'explorer plus avant le lien entre les Baltes et les États-Unis, et les conclusions que les milieux décisionnaires estoniens, lettons et lituanais tirent du retrait américain de l'Europe et de l'arrêt brutal du soutien à l'Ukraine, dont les Baltes sont de fervents partisans.

CHRONOLOGIE

- 1990 : Proclamation du rétablissement de l'indépendance pour l'Estonie
- 1991 : Proclamation du rétablissement de l'indépendance pour la Lettonie et la Lituanie
- 1993 : Départ définitif des troupes russes de Lituanie
- 1994 : Départ définitif des troupes russes d'Estonie et de Lettonie
- 1997 : Annonce de l'élargissement de l'UE – 1^{er} élargissement de l'OTAN (Pologne, République tchèque, Hongrie)
- 1998 : Charte États-Unis – Pays baltes
- 2004 : Double adhésion à l'OTAN et à l'UE
- 2007 : Estonie victime de cyberattaques
- 2008 : Invasion de la Géorgie par la Russie
- 2011 : L'Estonie adopte l'euro
- 2014 : Annexion illégale de la Crimée, guerre dans le Dombass. La Lettonie adopte l'euro. Déploiement de troupes américaines dans la région
- 2015 : La Lituanie adopte l'euro. Début de la crise migratoire européenne
- 2016 : Sommet de Varsovie de l'OTAN, annonce de la présence avancée de l'OTAN
- 2021 : Crise migratoire par le Belarus
- 2022 : Invasion de l'Ukraine par la Russie. Sommet de Madrid de l'OTAN. Sommet de Versailles de l'UE
- 2024 : Kaja Kallas est nommée haute représentante et Andrius Kubilius est nommé commissaire européen à la Défense
- 2025 : Retour de Donald Trump à la Maison Blanche

BIBLIOGRAPHIE

- ANDŽĀNS Māris et VEEBEL Viljar, « Deterrence Dilemma in Latvia and Estonia: Finding the Balance between External Military Solidarity and Territorial Defence », *Journal on Baltic Security*, 3 (2), 21 décembre 2017, p. 29-41.
- ASMUS Ronald, *Opening NATO's door: how the alliance remade itself for a new era*, New York, Columbia University Press, 2002.
- ASSOCIATED PRESS, « Latvia topples Soviet-era obelisk amid backlash against Russia », *The Guardian*, 25 août 2022. En ligne : <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/25/latvia-topples-soviet-era-obelisk-amid-backlash-against-russia> [consulté le 29 juillet 2024].
- BAJARŪNAS Eitvydas, « The Baltics Adapt to Trump », 2025. En ligne : <https://cepa.org/article/the-baltics-adapt-to-trump/> [consulté le 19 mars 2025].
- BAKER Howard, FRYE Alton, NUNN Sam *et al.*, « Will Expansion Undercut the Military? », *Los Angeles Times*, 26 mars 1998. En ligne : <http://articles.latimes.com/1998/mar/26/local/me-32897> [consulté le 22 avril 2012].
- BALČIŪTE Skirmante, « Russian TV channels banned in Latvia, but still available », 19 janvier 2023. En ligne : <https://eng.lsm.lv/article/society/society/russian-tv-channels-banned-in-latvia-but-still-available.a492327/> [consulté le 29 juillet 2024].
- BANKA Andris, « Super Atlanticist in the EU? Vilnius Between Washington and Brussels », *European Foreign Affairs Review*, 28 (2), 1^{er} mai 2023. En ligne : <https://kluwerlawonline.com/api/Product/CitationPDFURL?file=Journals\EERR\EERR2023009.pdf> [consulté le 24 mai 2023].
- BARRINGTON Lowell W., « Understanding Citizenship Policy in the Baltic States », dans *From Migrants to Citizens: Membership in a Changing World*, Carnegie Endowment for International Peace, 2000.
- BAYER Billy, « NATO will increase high-readiness force to 'well over' 300,000 troops », 2022. En ligne : <https://www.politico.eu/article/nato-increase-high-readiness-force-300000/> [consulté le 11 octobre 2024].
- BBC NEWS, « Lithuania to reintroduce conscription over security concerns », 24 février 2015. En ligne : <https://www.bbc.com/news/world-europe-31607930> [consulté le 22 juillet 2024].

- BERGMANE Una, *Politics of Uncertainty: The United States, the Baltic Question, and the Collapse of the Soviet Union*, New York, NY, Oxford University Press. 2023.
- BERGMANE Una, « Fading Russian Influence in the Baltic States », *Orbis*, 64 (3), 2020, p. 479-488.
- BLAIR Anthony, « Exclusive. Trump finally forced Europe to defend itself: Baltic official », 2025. En ligne : <https://nypost.com/2025/03/16/world-news/trump-finally-forced-europe-to-defend-itself-baltic-official/> [consulté le 19 mars 2025].
- BNS, « Estonia's Russian schools to switch to Estonian-language schooling », *Blog Estonian World*, 2022. En ligne : <https://estonianworld.com/knowledge/estonias-russian-schools-to-switch-to-estonian-language-schooling/> [consulté le 29 juillet 2024].
- BOSTON Scott, JOHNSON Michael, BEAUCHAMP-MUSTAFAGA Nathan *et al.*, *Assessing the Conventional Force Imbalance in Europe: Implications for Countering Russian Local Superiority*, RAND Corporation. 2018. En ligne : https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2402.html [consulté le 9 juillet 2024].
- BRAGHIROLI Stefano, « The Baltics have grown up. Do not call them new member states », *New Eastern Europe*, 22 juin 2024.
- BUDGINAITE-FROEHLI Justina, « The Baltic (R)evolution in Military Affairs », *Blog FPRI Baltic Initiative*, 2024. En ligne : <https://fpri-balticinitiative.substack.com/p/the-baltic-revolution-in-military> [consulté le 16 juillet 2024].
- CHIAPPA Claudia et NGENDAKUMANA Emmanuel, « 'Everything indicates' Chinese ship damaged Baltic pipeline on purpose, Finland says », 2023. En ligne : <https://www.politico.eu/article/balticconnector-damage-likely-to-be-intentional-finnish-minister-says-china-estonia/> [consulté le 31 juillet 2024].
- CHILLAUD Matthieu, *Les Pays baltes en quête de sécurité*, Paris, Economica, 2009.
- DAPKUS Liudas, « German troops arrive in Lithuania, their first long-term foreign deployment since World War II », 2024. En ligne : <https://apnews.com/article/lithuania-germany-troops-deployed-nato-kaliningrad-belarus-583e693c36c7a51bb798ca2016ecf493> [consulté le 29 juillet 2024].
- DW, « More US troops to Baltics », 3 septembre 2014. En ligne : <https://www.dw.com/en/obama-pledges-to-boost-us-military-presence-in-baltics/a-17896945> [consulté le 24 juillet 2024].
- DW, « German brigade in Lithuania set to be combat ready in 2027 », 18 décembre 2023. En ligne : <https://www.dw.com/>

- [en/german-brigade-in-lithuania-set-to-be-combat-ready-in-2027/a-67754124](https://www.dw.com/en/german-brigade-in-lithuania-set-to-be-combat-ready-in-2027/a-67754124) [consulté le 29 juillet 2024].
- EASTON Adam, « Poland and Baltics feel heat from Crimea », *BBC News*, 12 mars 2014. En ligne : <https://www.bbc.com/news/world-europe-26526053> [consulté le 4 janvier 2024].
- ERR, « Kallas: Soviet monuments will be moved as soon as possible », 2022. En ligne : <https://news.err.ee/1608675571/kallas-soviet-monuments-will-be-moved-as-soon-as-possible> [consulté le 29 juillet 2024].
- ERR, « Four Russian TV channels banned from Estonian airwaves », 2022. En ligne : <https://news.err.ee/1608512162/four-russian-tv-channels-banned-from-estonian-airwaves> [consulté le 29 juillet 2024].
- ESTONIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, « Estonia's aid to Ukraine ». En ligne : <https://vm.ee/en/estonias-aid-ukraine> [consulté le 29 juillet 2024].
- EURACTIV, « WikiLeaks: NATO's secret plans to defend Baltic revealed », 2010. En ligne : <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/wikileaks-nato-s-secret-plans-to-defend-baltic-revealed/> [consulté le 24 juillet 2024].
- EUROPEAN COMMISSION, *Safer together: A path towards a fully prepared Union*, 30 octobre 2024. En ligne : https://commission.europa.eu/topics/defence/safer-together-path-towards-fully-prepared-union_en [consulté le 7 janvier 2025].
- EUROPEAN PARLIAMENT, « Importance of European remembrance for the future of Europe », 2019. En ligne : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0021_EN.html [consulté le 16 juillet 2024].
- GALINDO Gabriela, « Macron: Putin shouldn't be humiliated over 'historic' mistake », 2022. En ligne : <https://www.politico.eu/article/macron-putin-ukraine-invasion-mistake/> [consulté le 24 juillet 2024].
- GOBLE Paul, « The politics of a principle: US non-recognition policy before, during and after the recovery of Baltic independence », *The Baltic Question during the Cold War*, Londres & New York, Routledge, 2008, p. 45-56.
- HELWIG Niklas, JOKELA Juha, KUUSIK Piret *et al.*, « A Northern Agenda for an Open and Secure Europe », *Estonian Foreign Policy Institute*, 2021.
- HENLEY Jon, « Estonia removes Soviet-era tank monument amid Russia tensions », *The Guardian*, 16 août 2022. En ligne : <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/16/>

- [estonia-removes-soviet-era-tank-monument-amid-russia-tensions-narva](#) [consulté le 29 juillet 2024].
- JUOZAITIS Justinas, « Germany Moving in to Keep Russia out: Implications and Challenges of the Bundeswehr's Permanent Deployment in Lithuania », *Journal on Baltic Security*, 9 (2), 27 décembre 2023, p. 29-64.
- KIRBY Paul, « Baltic warning over Russian plan to move sea borders », 22 mai 2024. En ligne : <https://www.bbc.com/news/articles/c6ppl5v1lwzo> [consulté le 31 juillet 2024].
- KISSLER Indrek, « Foreign minister: Trump cannot exclude Europe when making peace in Ukraine », 2025. En ligne : <https://news.err.ee/1609603898/foreign-minister-trump-cannot-exclude-europe-when-making-peace-in-ukraine> [consulté le 19 mars 2025].
- KLEMENTI Joachim, « Russian info channels in Estonia viewed, trusted far less than year ago », 2023. En ligne : <https://news.err.ee/1608909242/russian-info-channels-in-estonia-viewed-trusted-far-less-than-year-ago> [consulté le 29 juillet 2024].
- LASCONJARIAS Guillaume. *Forces terrestres et réassurance : Quelles options pour l'Alliance ?*, Ifri, 2016. En ligne : <https://www.ifri.org/fr/etudes/forces-terrestres-et-reassurance-queelles-options-pour-l-alliance> [consulté le 18 mars 2025].
- LATVIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, « Latvia's contribution to the international peace missions », 2014. En ligne : <https://www2.mfa.gov.lv/en/security-policy/latvia-s-contribution/latvia-s-contribution-to-the-international-peace-missions> [consulté le 16 juillet 2024].
- LATVIAN PUBLIC BROADCASTING, « Saeima decides to legally allow Soviet monument demolition », 12 mai 2022. En ligne : <https://eng.lsm.lv/article/politics/saeima/saeima-decides-to-legally-allow-soviet-monument-demolition.a456417/> [consulté le 29 juillet 2024].
- LE FIGARO, « Chirac et Poutine troublent le sommet de Riga », 15 octobre 2007. En ligne : https://www.lefigaro.fr/international/2006/11/29/01003-20061129ARTFIG90127-chirac_et_poutine_troublent_le_sommet_de_riga.php [consulté le 24 juillet 2024].
- LEHTI M., JUTILA M. et JOKISPILA M., « Never-Ending Second World War: Public Performances of National Dignity and the Drama of the Bronze Soldier », *Journal of Baltic Studies*, 39 (4), 2008, p. 393.
- LIBOREIRO Jorge, « Colère des pays baltes après les propos d'un diplomate chinois », 2023. En ligne : <https://fr.euronews.com/my-europe/2023/04/24/colere-des-pays-baltes-apres-les-propos-de-lambassadeur-de-chine-en-france> [consulté le 6 février 2025].
- McNAMARA Eoin Micheál, « Afghanistan Was a Turbulent NATO Proving Ground for the Baltic States », Foreign Policy Research Institute, 2021. En ligne : <https://www.fpri.org/article/2021/12/afghanistan-was-a-turbulent-nato-proving-ground-for-the-baltic-states/> [consulté le 16 juillet 2024].
- MACRON Emmanuel, « Sommet Globsec à Bratislava », 1^{er} juin 2023. En ligne : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/06/01/sommet-globsec-a-bratislava> [consulté le 24 juillet 2024].
- MÄLKSOO Lauri, « The Baltic States Between 1940 and 1991: Illegality and/or Prescription », dans *Illegal Annexation and State Continuity* [s.l.], Brill Nijhoff, 2022, 2^e éd. revue, chap. 3, p. 70-139. En ligne : <https://brill.com/display/book/9789004464896/BP000014.xml> [consulté le 29 janvier 2024].
- MÄLKSOO Lauri, *Illegal annexation and state continuity: the case of the incorporation of the Baltic States by the USSR* [s.l.], Leyde/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2003.
- MÄLKSOO Maria, « NATO's new front: deterrence moves eastward », *International Affairs*, 100 (2), 2024, p. 531-547.
- MILEVSKI Lukas, « Scenarios for Baltic Defence: What to Prepare Against », *Lithuanian Annual Strategic Review*, 17 (1), 9 novembre 2019, p. 197-210.
- MILNE Richard et NORDIC, « Estonia's PM calls for greater US presence in Baltics », 2022. En ligne : <https://www.proquest.com/docview/2631808496/citation/2E519EFFF7C144F3PQ/1> [consulté le 8 novembre 2023].
- MITCHELL A. Wess, « Western Europe Is Still Falling Short in NATO's East », *Blog Revista de Prensa*, 2023. En ligne : <https://www.almen-dron.com/tribuna/western-europe-is-still-falling-short-in-natos-east/> [consulté le 12 juillet 2024].
- MITE Valentinas, « Baltics: Latvia, Lithuania, Estonia Cite Historical, Security Reasons For Backing U.S. », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 20 mars 2003. En ligne : <https://www.rferl.org/a/1102595.html> [consulté le 16 juillet 2024].
- MOYER Jason, « The Baltic Electricity Grid: Synchronizing Symphony », Foreign Policy Research Institute, 18 septembre 2024. En ligne : <https://www.fpri.org/article/2024/09/the-baltic-electricity-grid-synchronizing-symphony/> [consulté le 11 octobre 2024].
- NATO, « OTAN – Communiqué de presse. Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2023) ». En ligne : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2023/7/pdf/230707-def-exp-2023-en.pdf [consulté le 25 juillet 2024].
- NATO, « Déclaration du sommet de Madrid publiée par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN à l'issue de la

- réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Madrid le 29 juin 2022 », 2022. En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_196951.htm [consulté le 11 octobre 2024].
- NATO, « Founding Act on Mutual Relations, Cooperation and Security between NATO and the Russian Federation signed in Paris, France ». En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_25468.htm [consulté le 24 juillet 2024].
- NATO, « Financial and Economic Data Relating to NATO Defence – Defence Expenditures of NATO Countries (1985-2008) ». En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_50991.htm [consulté le 24 juillet 2024].
- NATO, « Defence expenditures data for 2014 and estimates for 2015 – Financial and Economic Data Relating to NATO Defence ». En ligne : http://www.nato.int/cps/en/natohq/news_120866.htm [consulté le 24 juillet 2024].
- NATO, « Defence Expenditure of NATO Countries (2013-2020) » [s.n.]. En ligne : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2021/3/pdf/210316-pr-2020-30-en.pdf [consulté le 4 mars 2025].
- NATO, « Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2024) » [s.n.]. En ligne : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2024/6/pdf/240617-def-exp-2024-en.pdf [consulté le 4 mars 2025].
- NATO, « NATO's military presence in the East of the Alliance ». En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_136388.htm [consulté le 24 juillet 2024].
- NATO, « Baltic Air Policing ». En ligne : <https://ac.nato.int/missions/air-policing/baltics.aspx> [consulté le 24 juillet 2024].
- NYGREN Signe, « An outpouring of solidarity – two years of Nordic-Baltic response to the full-scale war in Ukraine, 6 mars 2024. En ligne : <https://www.unhcr.org/neu/122415-an-outpouring-of-solidarity-two-years-of-nordic-baltic-response-to-the-full-scale-war-in-ukraine.html> [consulté le 29 juillet 2024].
- PERCHOC Philippe, *Les États baltes et le système européen (1985-2004)*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.
- PERCHOC Philippe, « Les États baltes, entre défense territoriale et élargissement des concepts de sécurité », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 44 (3), 2 décembre 2013, p. 61-88.
- PUTIN Vladimir, « On the Historical Unity of Russians and Ukrainians », 2021. En ligne : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/66181> [consulté le 16 juillet 2024].

- PUTIN Vladimir, « Vladimir Putin: The Real Lessons of the 75th Anniversary of World War II », *The National Interest*, 2020. En ligne : <https://nationalinterest.org/feature/vladimir-putin-real-lessons-75th-anniversary-world-war-ii-162982> [consulté le 16 juillet 2024].
- PUTIN Vladimir, « Speech of the President of the Russian Federation Vladimir Putin at the informal CIS summit St. Petersburg », 2019. En ligne : https://singapore.mid.ru/en/press_center/news/speech_of_the_president_of_the_russian_federation_vladimir_putin_at_the_informal_cis_summit_st_peter/ [consulté le 16 juillet 2024].
- PUTIN Vladimir, « Pages of History – Reason for Mutual Complaints or Ground for Reconciliation and Partnership? », *Gazeta Wyborcza*, 31 août 2009. En ligne : <http://archive.government.ru/eng/docs/4814/> [consulté le 16 juillet 2024].
- REUTERS, « Deadly Riots in Tallinn: Soviet Memorial Causes Rift between Estonia and Russia », *Spiegel Online*, 27 avril 2007. En ligne : <http://www.spiegel.de/international/europe/deadly-riots-in-tallinn-soviet-memorial-causes-rift-between-estonia-and-russia-a-479809.html> [consulté le 31 mai 2015].
- REUTERS, « Ukraine, Baltics rebuke Macron for suggesting “security guarantees” for Russia », 5 décembre 2022. En ligne : <https://www.reuters.com/world/europe/ukraine-baltics-rebuke-macron-suggesting-security-guarantees-russia-2022-12-05/> [consulté le 24 juillet 2024].
- ROSTOKS Toms et KANASTA Kate Elizabete, « Foreign and Domestic Policy Implications of Latvia's Reaction to Russia's Aggression against Ukraine », *Journal on Baltic Security*, 9 (2), 30 novembre 2023, p. 5-28.
- RUTTE Mark, « Remarks by NATO Secretary General Mark Rutte at the European Parliament's Committee on Foreign Affairs and Subcommittee on Security and Defence », 2025. En ligne : https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_232125.htm [consulté le 28 janvier 2025].
- SCHMIDT Annie, *Estonian President: Russia's Actions Threaten International System*, 2014. En ligne : <https://www.ipinst.org/2014/09/estonian-president-russias-actions-threaten-international-system> [consulté le 19 mars 2025].
- ŠEŠELGYTĖ Margarita, « Armament and Transatlantic Relationships: The Baltic States Perspective », *ARES – IRIS*, 2019, p. 9.
- TAAM Marek, « History as Cultural Memory: Mnemohistory and the Construction of the Estonian Nation », *Journal of Baltic Studies*, 39 (4), 2008, p. 499-516.

- TAMBUR Silver, « The Baltic states and Poland push for EU funding for the Baltic Defence Line », Blog *Estonian World*, 2024. En ligne : <https://estonianworld.com/security/baltic-states-and-poland-push-for-eu-funding-for-baltic-defence-line/> [consulté le 30 décembre 2024].
- TAMM Marek et JACOB Antoine, « Intégrer les minorités russophones en Estonie, Entretien avec Marek Tamm, historien et intellectuel estonien, par Antoine Jacob », *Courrier des Pays de l'Est*, 1061, 2007, p. 85-88.
- TOBELEM Boran, « Guerre en Ukraine : quels sont les montants des aides de l'Union européenne depuis 2022 ? », 2025. En ligne : <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/guerre-en-ukraine-quels-sont-les-montants-des-aides-de-l-union-europeenne-depuis-un-an/> [consulté le 3 mars 2025].
- VERLUISE Pierre, « 2003, l'Europe éclatée ? La lettre des huit, la lettre du groupe de Vilnius, Jacques Chirac », 2003. En ligne : <https://www.diploweb.com/ue/crise2003.htm> [consulté le 18 mars 2025].
- WIKTOREK Sarlo Alexandra, « Fighting Disinformation in the Baltic States », Foreign Policy Research Institute, 6 juillet 2017. En ligne : <https://www.fpri.org/article/2017/07/fighting-disinformation-baltic-states/> [consulté le 24 juillet 2024].
- YEE Amy, « The country inoculating against disinformation », 2022. En ligne : <https://www.bbc.com/future/article/20220128-the-country-inoculating-against-disinformation> [consulté le 14 avril 2025].
- ZIMA Amélie, « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP) dans les pays baltes et en Pologne. Apports et limites de la dissuasion conventionnelle multilatérale », Note de recherche 131, IRSEM, 2022. En ligne : https://www.irsem.fr/storage/file_manager/files/2025/03/nr-irsem-131-zima-otan.pdf.

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE

DE LA PÉRIPHÉRIE AU CENTRE DU DÉBAT STRATÉGIQUE EUROPÉEN

Dr Philippe Perchoc

La guerre en Ukraine et la nomination de Kaja Kallas et Andrius Kubilius à des postes clés de l'Union européenne marquent un tournant en ce qui concerne la place des États baltes dans le débat stratégique européen. Historiquement atlantistes et méfiantes vis-à-vis de Moscou, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont vu leur approche de la sécurité évoluer. Après leur adhésion à l'OTAN et à l'UE en 2004, les États baltes ont cherché à stabiliser leur intégration en renforçant leurs alliances militaires et économiques. La guerre de 2008 en Géorgie et les cyberattaques contre l'Estonie en 2007 ont intensifié leur perception de la menace russe. En 2014, l'annexion de la Crimée a conduit à un réinvestissement militaire et à l'arrivée de troupes de l'OTAN sur leur territoire. L'invasion de l'Ukraine en 2022 a accéléré la rupture avec la Russie, entraînant la suppression de monuments soviétiques et une transition vers un enseignement exclusivement en langues nationales. L'OTAN reste leur principal garant sécuritaire, mais l'UE joue un rôle croissant, notamment en matière de défense industrielle et énergétique. La Suède et la Finlande rejoignant l'OTAN en 2024 renforcent la sécurité régionale. L'évolution de la politique américaine sous Trump pousse les Baltes à réévaluer leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Désormais, ils participent activement aux décisions européennes, illustrant un repositionnement stratégique entre OTAN et UE.